

Enabel

République Démocratique du Congo



MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Secrétariat Général du Développement Rural

Rapport Narratif final PROGEAU

*Projet d'extension et de consolidation de la
gestion des systèmes d'approvisionnement en eau
potable et assainissement dans la province du
SUD- KIVU*

(PROGEAU SUD- KIVU),

RDC 16 201 11 (RDC)



Table des matières

0	ACRONYMES	4
1	FICHE D'INTERVENTION	6
2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
2.1	PERTINENCE	7
2.2	EFFICACITE	7
2.3	EFFICIENCE	8
2.4	DURABILITE POTENTIELLE	8
2.5	CONCLUSIONS	9
3	APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	10
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	10
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	10
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	11
3.2	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	12
4	RESULTATS REALISES	14
4.1	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	14
4.1.1	<i>Indicateurs atteints</i>	14
4.1.2	<i>Analyse de l'atteinte de l'outcome</i>	15
4.2	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	17
4.2.1	<i>Indicateurs atteints</i>	17
4.2.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	17
4.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	21
4.3.1	<i>Indicateurs atteints</i>	21
4.3.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	22
4.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	26
4.4.1	<i>Indicateurs atteints</i>	26
4.4.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	26
4.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	29
4.5.1	<i>Indicateurs atteints</i>	29
4.5.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	30
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	31
5.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	31
5.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	31
5.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	31
		2

6	THEMES PRIORITAIRES	32
6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	32
6.2	GENRE	32
6.3	DIGITALISATION	33
6.4	EMPLOIS DECENTS	33
7	DURABILITE	35
8	LEÇONS APPRISES	37
8.1	LES SUCCES	37
8.2	LES ECHECS	38
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	40
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	40
9	RECOMMANDATIONS	42
10	ANNEXES	43
10.1	CRITERES DE QUALITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	48
10.3	MATRICE DE MONITORING COMPLETE	53
10.4	MATRICE DE MONITORING RISQUES ET PROBLEMES	56
10.5	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	75
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	78
10.7	MARCHES PUBLICS	81
10.8	SUBSIDES	82
10.9	ACCORDS SPECIFIQUES DE COOPERATION	82
10.10	ÉQUIPEMENTS	82
10.11	MOSAÏQUE DE PHOTOS DU PROJET EAU SUD- KIVU	84

0 Acronymes

AEP	Alimentation en Eau Potable
AEPA	Alimentation en Eau Potable et Assainissement
AFD	Agence Française de Développement
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire (élective)
ASILI	ONG locale active dans la distribution d'eau dans les quartiers périphériques de la ville Bukavu (en Swahili : coutume ou tradition)
ASUREP	Association des Usagers des Réseaux d'Eau Potable
BAD	Banque Africaine de Développement
BE	Bureau d'Etudes
BF	Borne Fontaine
BP	Branchement Particulier ou privé
C4D	Communication pour le développement
CARITAS	Bureau Diocésain de Développement (BDD)
COPIL	Comité de Pilotage
COVID 19	Coronavirus Disease 2019
CTB	Coopération Technique Belge (actuel Enabel)
DAO	Document d'Appel d'Offre
DPO	Délégué à Pied d'Œuvre
DSPE	Délégation du Service Public de l'Eau
DTF	Document Technique et Financier
Enabel	Agence belge de développement, ex CTB
ETD	Entité territoriale Décentralisée
GIRE	Gestion intégrée des ressources en Eau
GIZ	Gesellschaft für Internationale (en français approximativement : « Société allemande pour la coopération internationale ».
GPS	Global Positioning System (Système de positionnement global)
HIMO	Haute Intensité Main d'Oeuvre
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banking group of Development)

MERCY CORP	ONG internationale active dans la distribution d'eau dans la ville de Bukavu
Minider ou MDR	Ministère du Développement Rural
OPS	Opérationnel
ProgEAU	Programme Eau (ProgEAU)- PROGEAU
PNSP	Programme National Stratégique de Développement
PV	Procès-Verbal
Q	Trimestre
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de distribution d'eau
SIG	Système d'Information Géographique
UCB	Université Catholique de Bukavu

1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'extension et de consolidation de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissements dans la Province du Sud-Kivu (PROGEAU SUD-KIVU)
Code de l'intervention	RDC 16 201 11
Localisation	Province du Sud-Kivu/Rd Congo
Budget total	2 350 000 euros
Institution partenaire	Gouvernement Provincial du Sud-Kivu
Date de début de la Convention spécifique	16 décembre 2016
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	13/12/2017
Date prévue de fin d'exécution	10/12 / 2021
Date de fin de la Convention spécifique	16 décembre 2021
Groupes cibles	Sont les populations des villages et hameaux qui ont été desservis par les réseaux de Nduba, Cishadu, Lujambo, Mwendo/Mudaka et de l'Ile d'Idjwi, toutes les populations qui ont été impliquées dans le projet précédent
Impact¹	Les conditions de vie des populations rurales du Sud-Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement
Outcome	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 5 réseaux d'alimentation en eau potable ciblés dans la province du Sud Kivu
Outputs	R.1. Des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et avec des technologies appropriées
	R.2. La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP
	R.3. Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans la zone couverte par le projet.
	R.4. Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées

¹ L'IMPACT SE REFERE A L'OBJECTIF GENERAL ; L'OUTCOME SE REFERE A L'OBJECTIF SPECIFIQUE ; L'OUTPUT SE REFERE AU RESULTAT ESCOMPTE

2 Auto-évaluation de la performance

2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Le ProgEAU Sud- Kivu a répondu au besoin vital d'eau potable pour une population estimée à plus de 140000 habitants, en assurant de manière complémentaire et systématique les rappels sur les gestes et bonnes pratiques d'hygiène et assainissement. Les réseaux ont été réalisés dans des zones où l'attente était encore criante depuis des années et où le besoin d'appropriation des gestes barrières par les populations reste encore à consolider.

Le ProgEAU s'est clairement inscrit dans la politique nationale notamment dans le cadre du PNSP pilier 12 qui reprend l'eau comme attente et besoin prioritaire. Ces enjeux cadrent avec la stratégie belge sans être cependant l'un des piliers fondamentaux de son aide à la coopération mais transversale à la santé, formation professionnelle et économie sociale.

L'intervention a été clairement définie, logique avec des objectifs ambitieux mais réalisable.

2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

Assurément les conditions de vie des populations du Sud-Kivu ont été améliorées par les réhabilitations des réseaux d'eau. Mais, l'outcome pas entièrement atteint, notamment pour des raisons de pouvoir d'achat. Lorsqu'en milieu péri urbain l'eau parvient à être payée et le réseau plus assuré d'être maintenu, la quantité de l'eau achetée reste sur les besoins primaires de l'ordre de 8 à 10l/j/pers. Lorsqu'en milieu rural, pour des raisons toujours de pouvoir d'achat l'eau n'est payée qu'au forfait, sans assurance de recouvrement, le réseau n'est pas maintenu, la consommation supérieure mais sans assurance de durabilité. Des stratégies ont été mises en place en essayant d'être plus pertinent, efficace (approche dans le monde rural avec contrat groupement villageois, caisse de dépôt, augmentation pas à pas des Branchements Privés) mais cela reste difficiles à consolider.

De manière générale, tant que ce pouvoir d'achat restera aussi faible, il sera complexe d'évoluer et l'accompagnement devra s'entendre ainsi avec ces faiblesses, inéluctables des pays fragiles. Un point positif, malgré les difficultés et les dysfonctionnements encore évidents, les approches de gestion données à Nduba et Idjwi ont été plébiscité par les autorités en place pour reprendre les autres réseaux en gestion ou servir de modèle...

Dans les zones plus denses, le système a montré toute son efficacité comme de durabilité à délivrer une eau potable, à assurer plus de continuité du service, sans aucun support extérieur qui reste un gage certain de réussite.

2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La majorité des résultats et activités planifiés ont pu se réaliser dans les délais mais de manière trop juste pour laisser suffisamment de temps aux phases indispensables d'accompagnement, phase de développement. Les raisons sont multiples en bonne partie pour des raisons logistiques et notamment suite à une mise en œuvre en plein début d'épidémie COVID 19. Les acheminements ont inévitablement pris retard. D'autre part, le principal réseau de Mwendu/Mudaka, non fonctionnel avait vu son eau détournée par un projet greffé dessus à la sortie de l'ancien projet de la CTB. Ceci a engendré des complications et des conflits politiques, ethniques et religieux multiples. Les gestionnaires du réseau fonctionnel avaient délibérément bloqué les travaux en allant de recours en recours auprès des autorités politico-religieuses. Afin de sortir de cette impasse, le projet a modifié la constitution d'ASUREP en marge de la forme traditionnelle, sous un type triparti en mêlant société civile/ETD et ici l'église catholique. Cette dernière est omniprésente : le « propriétaire » du lieu de la source, et bénéficiaire de la desserte finale (Université Catholique de Bukavu) tout comme propriétaire d'une partie des terres traversées.

Ces retards avaient motivé une seconde demande de rallonge de 12 mois supplémentaires de la convention spécifique, pour un montant supplémentaire de 200 000€ en vue de sécuriser les investissements mais qui fut cependant non accepté.

Il n'en reste pas moins que l'efficience au regard coût d'intervention/bénéficiaire est bon de l'ordre de 40€/bénéficiaires en prenant la totalité du budget actuel (2.35M€) et celui de l'ancien projet (2.5M€).

2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité financière est bonne sur les centres densément peuplés du milieu péri-urbain comme Cishadu, ce point est une réalité quantifiable et indéniable : Le prix de l'eau tient compte du prix réel des charges d'entretien. Reste une problématique liée aux chevauchements de réseaux sur certaines zone péri-urbaine. Ex, le réseau de Cishadu se voit maintenant traversé par le réseau Regideso/Mercy corps/DFID. Au moins 9 bornes fontaines étaient prévues collées à l'existant et a demandé d'après négociations. Fin du projet, le choix de la gestion du réseau Regideso/Mercy corps reste toujours en interrogation et actuellement toujours en régie direct provincial. L'ASUREP Cishadu a fait valoir ses capacités de gestion et donc celle de gérer toutes les Bornes Fontaines dans son périmètre d'intervention, cela reste en étude. A minima les BF en doublon ont été séparées.

Le réseau de Mwendu est également traversé par celui d'ASILI et plusieurs bornes fontaines se retrouvent côte à côte. Les besoins restent grands malheureusement Mwendu n'aura pas su

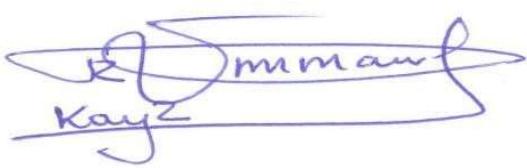
être assez accompagné pour garantir que la bonne entente et une bonne gestion au moyen et long terme seront celles de son lancement.

Les problèmes majeurs restent en milieu rural où l'on trouve une trop faible densité de bénéficiaire par BF pour parvenir à un système rentable et donc viable/durable. L'approche de caisse de dépôt est en expérimentation mais la mise en place reste complexe. Ces réseaux restent cependant gravitaires et maintenant fonctionnels, donc même si avec peine, les réseaux de Lujambo et Nduba maintiendront fonctionnement, ce qui reste un premier pas.

On mentionne aussi que les Délégation de Service Public de l'Eau signées en 2019 apportent plus de légitimité aux ASUREP vis-à-vis des autorités. L'appui politique est présent et le dispositif ASUREP est bien ancré dans la loi sur l'eau.

2.5 Conclusions

- ⇒ Ce projet clôturé a atteint la fin de son cycle et présente une pertinence vis-à-vis de la population cible, environ 110 000 pers, en répondant au besoin vital de fourniture d'une eau de qualité, contrôlée, à proximité des habitations et en réduisant les maladies hydriques. ;
- ⇒ Les réhabilitations ont été exécutées afin de maximiser les bénéfices coût/intervention en cherchant systématiquement à valoriser l'existant, pour un cout par bénéficiaire de 40€ (sur les deux budgets période 2008/20212 et 2018/2021).
- ⇒ Les ressources ont été disponibles et gérées dans les limites des budgets. Malgré quelques facteurs retardant, les activités ont été réalisées à temps dans le respect des planifications.
- ⇒ Au sein des ASUREP plusieurs approches ont été mises en place qui nécessitent des adaptations profondes pour que les ASUREP soient plus efficaces en milieux rural. En milieu péri-urbain l'approche reste particulièrement bien adaptée. Dans les deux cas, l'approche ASUREP renforce de manière marquée l'apprentissage de la démocratie, capacité de dialogue, processus de redevabilité, transparence en mettant en premier plan la société civile dans le portage de la gestion d'un service public de base, ici l'eau potable.
- ⇒ La durabilité financière reste visible dans la zone péri-urbaine avec un réel potentiel, ceci est bien moins vrai en milieu rural. Malgré tout, l'alimentation des réseaux en eau potable s'est améliorée partout et les capacités de gestion des ASUREP, même en monde rurale se sont également améliorées (parfois repris comme modèle, cas Nduba, Idjwi par les autorités de la place) en mettant en avant les mécanismes de transparences financières en s'appuyant sur un cadre réglementaire de DSPE, cadre qui doit cependant encore se voir plus expliqué et encouragé pour une meilleure appropriation de toutes les parties.

Chef de projet ProgEAU Sud Kivu	Coordinateur Programme ProgEAU Enabel
	

3 Appréciation de la stratégie d'intervention

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte institutionnel a changé après les élections présidentielles avec l'émergence d'une nouvelle classe politique qui a permis d'apaiser les relations politiques et diplomatiques entre le Congo et la Belgique au niveau national. Tous les déplacements et missions dans le pays n'ont connu aucune restriction.

On peut cependant relever la difficulté à travailler au niveau institutionnel provincial avec des changements de gouvernement très, trop nombreux, quatre gouvernements en trois ans d'interventions, avec une passation des dossiers qui n'assurent pas la continuité. C'est l'une des raisons qui a encouragé le projet à s'appuyer sur l'administration pour le suivi du projet dans la continuité de son évolution au niveau du COPIL. Cependant dans la hiérarchie des positions et des autorités, le gouvernement provincial reste l'acteur de pouvoir décisionnel et bien peu l'administration.

Concernant la loi sur l'eau votée en fin 2015, les décrets d'applications en parties prêts pour validation n'ont toujours pas été votés et arrêtés fin 2021. L'approche ASUREP reste cependant bien reprise par la loi sur l'eau et la volonté de mettre en place une délégation du service public est marquée. Le décret provincial disponible devant entériner le mode d'intervention des ASUREP reste encore à finaliser, comme tous les autres décrets de la loi sur l'eau.

L'année 2018 a connu une collaboration entre Enabel et les Ministères provinciaux sectoriels du Sud-Kivu, principalement ceux des Ressources Hydrauliques & Electricité et du Développement Rural, en charge de l'eau. En 2019 et 2020, cette collaboration s'est intensifiée par des interventions communes sur le terrain en termes de renforcement des capacités des ASUREP, la participation aux Assemblées Générales, une implication dans la résolution des conflits, de la formation des Conseil d'Administration et des Unités de Gestion, de la vulgarisation de la loi sur l'eau et de la réception de tous les ouvrages dans les différentes ASUREP.

Au-delà des institutions de l'Etat, il sied de noter que le projet a fait l'objet d'une grande attente de la part de l'Eglise Catholique (UCB sera connectée sur le réseau Mwendo- Mudaka). Elle a témoigné de nombreuses fois de sa volonté de s'impliquer dans les animations. Aujourd'hui elle exprime son souhait d'accompagner la gestion quotidienne de l'eau et la répartition de l'eau entre Mwendo Mudaka et Miti.

Enfin, on relève que le Sud-Kivu reste malheureusement toujours une zone endémique reconnue avec des cas de choléra enregistrés quotidiennement.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Tous les marchés sont gérés sous marchés publics selon la législation FED excepté pour les fournitures qui restent sous la législation belge (inscrit dans la Convention spécifique) dès que cela est plus de 25 000€.

Les exécutions de marchés de travaux principaux (Réseaux Mwendo/Mudaka et Lujambo) ont été suivies par une mission de contrôle recrutée sur marché public, Bureau H.P. Gauff Ingénierie pour 50 K€.

Les entreprises DEMATCO et COREREBA ont respectivement assurés les travaux de réhabilitation des réseaux d'eau du lot 5 du MP du réseau Mwendo-Mudaka pour un montant de 483 k€ et le lot 4 du MP du réseau Lujambo pour un montant de 115 k€. Ces deux lots faisaient partie d'un marché public de 5 lots comprenant le Maniema. Le marché a pris du temps avant d'être publié et la mise en œuvre perturbée par la Covid 19. Néanmoins l'approche d'un marché rassemblant plusieurs lots fut positive en donnant notamment l'accès, vue l'enveloppe budgétaire, à des entreprises à capacité d'exécution et de logistique plus fortes que celles de petites entreprises, sans parler du gain de temps à l'attribution du marché (la gestion des procédures est telle que les petits marchés prennent quasiment autant de temps.)

Un subside a été effectué avec Caritas d'un montant de 79.995 € sur 12 mois prolongée dans sa mise en œuvre sur 15 mois. L'attribution du contrat de subside a été trop longue à se matérialiser, des A/R administratifs assez lourd et un niveau théorique des documents bien trop déconnectés des besoins pour la mise en œuvre.

En 2020 la validation de la rallonge budgétaire pour 250 000€ a été confirmée par échange de lettre le 27 avril pour l'ambassade belge et le 12 juin pour le cabinet de la coopération internationale RDC.

Ceci en vue essentiellement d'assurer la prolongation des équipes projet jusqu'à terme de la convention spécifique. La durée du projet Sud-Kivu était d'une année de moins que les deux autres alors que toute la mise en œuvre, ouverture projet, lancement des études, des marchés et de l'exécution étaient identiques aux deux autres projets, de durée trop courte, le budget du projet était par conséquent lui aussi limité. Cette première rallonge a été salutaire pour terminer les réseaux, mais malheureusement insuffisante. Les problématiques de mises en œuvre suite au Covid et aux tensions sociales ont décalés la mise en eau du projet réduisant à peau de chagrin l'accompagnement du grand Réseau Mwendo/Mudaka. La seconde demande n'a pas pu se voir acceptée, comprise, dommage car l'investissement aurait mérité plus d'attention sur l'accompagnement surtout dans le contexte très fragile d'intervention qu'est la RDC.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le projet est ancré au Ministère du Développement Rural au niveau de la coordination de Kinshasa et au sein du Ministère des Ressources Hydrauliques et Energie et du Ministère du Développement Rural aux niveaux des provinces. Le partenaire étatique est le Gouvernorat du Sud- Kivu au niveau du projet. Au niveau de la décentralisation, dont l'eau fait partie, l'acteur en monde rural est la chefferie, c'est le cas sur deux territoires celui de Kabare et Walungu.

Le COPIL est présidé par le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural avec un représentant provinciale du Ministère du développement rural et du Ministère ressources hydraulique et énergie. Le précédent COPIL s'est tenu le 04 décembre 2020 et le dernier COPIL en date du 20 octobre 2021.

Le ROI de la COPIL a été validé le 13 décembre 2017 et resté inchangé.

Le projet est géré en régie, pas de délégation, ni de co-responsable congolais.

Le projet est accompagné par une coordination nationale.



Visite des membres du COPIL lors de l'inauguration du réseau oct. 21, au local d'exploitation de l'ASUREP Mwendo-Mudaka

3.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

La première grande réorientation concerne le rôle et les responsabilités des acteurs, à savoir l'état et l'ASUREP. Initialement, post loi sur l'eau 2015 et encore dans le DTF ProgEAU, l'ASUREP était perçu comme le propriétaire des réseaux, ce qui était une lourde charge sur le seul dos des usagers. Rappelons que le dispositif ASUREP est basé sur une association, avec une assemblée générale et conseil d'administration issue d'élus de la communauté bénéficiaire du réseau et de personnels recrutés sur compétences pour l'unité de gestion. L'ASUREP n'a pas la responsabilité du service public, l'ASUREP n'est pas tenue d'être responsable du foncier, ressource en eau, terrains des ouvrages, l'ASUREP n'est pas plus responsable de faire assumer l'ordre, la sécurité, elle n'a pas de rôle régalien dans la gestion des litiges pour imposer des sanctions. Ceci est de nature de l'état, vu le secteur décentralisé, les ETD, repris en zone urbanisée (péri-urbain) par la commune avec son bourgmestre et en zone rural la chefferie avec son roi « Mwami », sous contrôle du gouvernement provincial (*Ministres provinciaux, administrations et Gouverneur*).

Le projet, en lien avec l'administration du développement rural au niveau central, a appuyé la mise en œuvre d'une convention de délégation du service public. L'ASUREP a été remise dans son rôle de gestionnaire et l'état dans son rôle de propriétaire chacun avec ses devoirs et ses responsabilités. Ce cadrage réglementaire a permis une réelle avancée pour l'application de la loi sur l'eau.

Dans le monde rural, une adaptation des modalités de gestion de l'ASUREP a été abordée en vue d'assurer un modèle viable. Le modèle avait été calqué sur l'approche en péri-urbain, avec

une vente à la prise de l'eau. La dispersion de l'habitant rend caduque en monde rural cette possibilité, le nombre de borne fontaine étant trop grand par rapport au nombre d'habitant, la rentabilité ne suit pas et le système s'effondre. La conception initiale (projet antérieur) n'a pas pris en compte ce paramètre rentabilité. L'ASUREP était dans l'incapacité de payer les fontainiers même sur de dérisoire montant. Très vite les ASUREP, avant notre intervention, ont basculé en mode de paiement au forfait. La contrainte vient de l'incapacité à gérer le recouvrement du montant du forfait, aucun pouvoir répressif. Une tentative a été mise en place avec un système de caisse de dépôt, contrat groupement villageois mais sans réel succès. Ces contrats groupement villageois autour de la BF ont pourtant été signé par tous les chefs de ménages des utilisateurs afin d'assurer la connaissance de du cout et du pourquoi. L'application reste toujours difficile à suivre par manque de contrainte. À tout moment, chacun peut décider que cela ne lui convient pas, et les manipulations sont malheureusement courantes de quelques perturbateurs, notamment lors de pressions électorales locales etc...le recouvrement est compliqué, mais l'assise démocratique aussi très fragile surtout sans portage de son représentant qu'est l'Etat, ETD, qui ne joue pas son rôle régalien d'ordre public pour recadrer.

4 Résultats réalisés²

4.1 Performance de l'outcome



La performance de l'outcome à savoir l'accès à l'eau potable dans 5 réseaux et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés ont été suivi quantitativement à travers le critère de la consommation en litre par jour et par habitant et qualitativement à travers les mises en œuvre et toutes la série d'interventions et de sensibilisations menées auprès des populations bénéficiaires.

4.1.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Outcome : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les 5 réseaux d'alimentation en eau potables ciblés dans la Province du Sud Kivu								Commentaire
	Site / réseau	Population	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible finale	
Consommation spécifique (l/j/pers)	Cishadu-Buhozi	50525	1,3	2,5	3,5	3,9	4,5	10	Augmentation consommation régulière liée à la remise en état fonctionnement de la citerne, puis une gestion plus rationnelle. L'eau payée reste sur les usages basiques : boire/manger. Population est resté figée pour comparaison, à priori au regard des sondages effectués : recette, la population réellement desservie serait plus de 30 000 hab, soit 7,5l/j/per....
	Lujambo	7600	Non connu	-	-	-	8 à 10	10	Donnée estimée, volume distribué citerne sur nombre de la population. En Correspondance avec l'info sur sondage : nombre personne par foyer et nombre moyen de bidon consommé/jour
	Mwendo Mudaka	31720	Non connu	-	-	NA	8 à 10	10	La consommation n'a pas pu être monitorée L'Info est reprise sur sondage : nombre personne par foyer et nombre moyen de bidon consommé/jour Et correspond également au volume citerne distribué du Mois Oct.
	Nduba	8750	Non connu	-	-	-	9	10	Pas de compteurs aux BF. Donnée estimée, volume distribué citerne sur nombre de la population. On relève Correspondance avec l'info sur sondage : nombre personne par foyer et nombre moyen de bidon consommé/jour
	Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola et Nyakaliba)	13100 = (3000+1400+8700)	Non connu	-	-	-	NA	10	Pas de compteurs aux BF.

² « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau

4.1.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome

Un des objectifs du ProgEAU était d'augmenter la disponibilité et l'accès à une ressource en eau de qualité afin d'améliorer durablement les conditions de vies des populations ciblées. L'accès à l'eau par les populations se mesure par un indicateur de consommation spécifique (l/j/personne) qui reflète l'accès à la quantité.

La qualité de l'eau a été mesurée et l'approche voulue qualitative plutôt qu'uniquement quantitative. Elle est reprise au résultat output 2.

Premier constat, dans les 3 réseaux du monde rural, l'approche forfaitaire, sans fontainier donc sans compteur, ne permet pas de mesurer cette consommation spécifique de manière précise. On en a donné une estimation, via le volume global distribué à la citerne (avec estimations des pertes), ou d'après sondage avec les consommateurs. Sur les deux autres réseaux, seul Cishadu a permis un monitoring. Sur Mwendu, la mise en eau jusqu'en septembre 2021 n'a pas permis ce monitoring, mais le ration volume distribué citerne/Nombre population concorde avec le sondage auprès de bénéficiaire pour une consommation spécifique de l'ordre de 9 l/pers/jour.

- Progrès réalisés par rapport à l'Outcome

Fin 2021, pour Cishadu le débit de production "source" reste encore un facteur limitant qui ne permettra au mieux d'atteindre 10l/j/pers. Des discussions pour améliorer le débit ont abouti avec le propriétaire du marais après plus de deux ans de discussions. Malheureusement, trop tard pour se voir appuyer par le projet aussi bien en termes de temps que de moyens, des conseils techniques ont été partagés. On peut aussi mentionner des perspectives sur des nouvelles sources d'approvisionnement possible, en effet le réseau de la Regideso/Mercy Corps/DFID (de plusieurs milliers de m³/jour) en service depuis mi 2021, pourrait potentiellement desservir le réservoir secondaire Cishadu (50m³), sur un cout de livraison en « gros ». Une hypothèse en discussion ouverte.

De manière générale (*pour tous les réseaux*), la consommation d'eau potable reste toujours limitée aux besoins prioritaires, eau à boire et éventuellement de cuisine. L'eau de pluie et, encore plus en monde rural, l'eau de source traditionnelle, reste disponible presque toute l'année et sert d'usage au quotidien. Eau non contrôlée et souvent après analyse contaminée. C'est bien l'eau potable qui reste un manque crucial. Dans l'étude Baseline, il ressort que les gens utilisent 20 à 25 l/j/pers, mais toute eau confondue, de toute provenance. Globalement, les sondages effectués auprès des bénéficiaires confirment que quasiment sur tous les réseaux la consommation est de l'ordre de 8 à 10 l/j/pers.

Globalement le réseau Cishadu remis en état a enfin permis de remplir la citerne de 200m³ et donc de distribuer plus d'eau. La consommation reste plafonnée mais régulière, proche de 5 l/j/pers avec des disparités, notamment il y a plus de consommation aux branchements privés et surtout toujours une différenciation entre la saison sèche et des pluies. Sur base de sondages effectués, nous serions plutôt sur 8 à 10 l/j, ce qui vient certainement d'une surestimation du nombre de bénéficiaire. Un nombre de 50 000 pers a été considéré comme cible bénéficiaire dans la Baseline. A priori ce nombre prend plus en considération le potentiel que les réels clients toujours difficiles à estimer. En effet, sur certaines zones, d'autres dispositifs, d'autres réseaux sont présents (Mercy corps/Regideso et Asili) et l'on peut certainement considérer 8 l/j/pers comme étant également la consommation plus réelle (repris aussi sur sondage), ainsi un nombre de 30 000 bénéficiaires direct serait plus cohérent.

L'eau potable payée est majoritairement consommée pour les seuls besoins vitaux. Pour les branchements privés, la consommation spécifique est de 5 parfois 10 fois supérieure et bien

moins liée au saison (comme c'est le cas aux BF, on consomme plus en saison sèche). Cela vient du pouvoir d'achat mais aussi du confort que procure un robinet dans sa parcelle. Cependant, il n'est pas encore possible d'avoir partout des branchements privés. La première raison vient du recouvrement des coûts. Si la facture est bien liée à la consommation au compteur à domicile, à la fin de mois, le paiement n'est lui pas du tout, loin de là, régulier. La maîtrise du recouvrement reste faible, d'autant que souvent ce sont les plus aisés, donc les plus influents qui en bénéficient. Le réseau de Cishadu qui a une ASUREP plus forte parvient à mieux gérer ses BP en se donnant la capacité de couper l'eau. (*A Lujambo, comme à Nduba les branchements privés, BP, restent malgré tout une source de financement nécessaire pour l'entretien du réseau.*) D'autre part, la production sur les réseaux n'est pas suffisante pour envisager partout des BP, d'autre part enfin le réseau n'est pas dimensionné (diamètre conduite) pour assurer des branchements privés à grande échelle. Le réseau ASUREP reste, en ce sens, qu'une phase intermédiaire d'accompagnement vers plus de confort. Une phase somme toute encore indispensable vu le manque d'accès dans toutes les zones péri-urbaines fortement peuplées et principalement concernées par le manque d'hygiène. On peut s'accorder pour dire que les changements d'habitudes sont lents à s'opérer et demandent des pré requis (branchement domiciliaire/pouvoir d'achat...).

A Nduba, le captage a été consolidé, sécurisé et le débit tend à se stabiliser à 1,2 l/s, ce qui permet d'atteindre la cible. Un compteur à la distribution citerne permet une estimation à 9.2l/j/pers en considérant 20% de perte sur le réseau. (*Quantité qui ne reste pas si élevée sachant que l'eau est puisable à volonté, puisqu'il s'agit d'un forfait mensuel*). On constate, ici, que même lorsque l'eau reste libre d'accès, la consommation n'est finalement pas spécialement plus élevée. (La corvée d'eau et/ou nombre de bidon disponible, stockable/foyer resteraient les principales freins).

A Lujambo le débit source est de 4,1 l/s ou du 355m³par jour, couvrant très largement les besoins des bénéficiaires. Cette quantité d'eau disponible largement au-dessus des besoins, la citerne est toujours pleine, ce qui n'encourage finalement pas à maintenir fermé les robinets ou les remplacer s'ils sont cassés... La consommation est difficile à estimer mais toutes les bornes fontaines (43) et presque tous les branchements privés (44) sont alimentés. Le réseau est stabilisé par 5 brises charges. (Les casses répétées liées aux très fortes pressions, plus de 250 m de dénivelé, ne sont plus présentes.) Le réseau a récupéré un fonctionnement normal en régulation aval (remplissage aval à l'amont). La consommation spécifique est ici aussi estimée à 8 à 10l/j/pers.

A Mwendo, le débit entrant de l'eau du réseau Mwendo et Mudaka est de 8.5l/s ou 734 m³ par jour. Le réseau a été mis en service en août avec des travaux sur des fuites du réseau initial qui se sont étalés jusqu'en septembre. Ce réseau de réhabilitation a été une véritable souffrance pour être remis en service, les conduites posées étaient globalement dans un état quasi irrécupérable ce qui a nécessité de nombreux aller-retour et des correctifs. Il n'y pas de certitude en fin de projet qu'il soit stabilisé, le manque de temps a été une vraie contrainte. Il reste cependant toujours sous garantie de la réception définitive. Au moins de nov. 2021, les fuites ne sont plus mentionnées. Il n'a pas été possible de monitorer la consommation spécifique avec le suivi des index aux bornes fontaines.

A Idjwi, 3 mini-réseaux de Katonda, Nyakaliba et Nkola sont regroupés en une seule ASUREP où des compteurs ont été placés sur les branchements privés et les péages prévus au m³ sur contrat. Des contrats d'abonnements ont ici comme ailleurs bien été remis et tous sont bien signés mais les recouvrements nécessitent encore plus d'effort car ce n'est toujours pas une réalité. Ces réseaux d'Idjwi n'avaient pas de budget « hard » de réhabilitation mais l'état des réseaux a imposé quelques travaux (*le paiement se fait au forfait à 500CDF par ménage par*

mois, équivalent 0.25\$, prix dérisoire portant source de conflit et totalement inexistant pour une maintenance). A noter qu'un réseau (Nyakaliba), dès le démarrage du projet (Baseline) était exclu de la liste car il était totalement détourné sur d'autres usages que le réseau ASUREP dans les années précédentes au projet (2012 ou 2015).

4.2 Performance de l'output 1



4.2.1 Indicateurs atteints

Output 1 : Des réseaux d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et les technologies adaptées							
Indicateurs	Site / Réseau	Valeur Baseline 2018 (BF existante)	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Valeur Année 2020	Valeur Année 2021	Valeur cible finale (existantes + Réhabilitées et nouvelles)
Nombre de bornes fontaines fonctionnelles*	Cishadu-Buhozi	45	0	0	5	2	52
	Lujambo	20	0	0	0	23	43
	Mwendo Mudaka	0	0	1	0	40	41
	Nduba**	20	0	0	3	31	34
	Ile d'Itdjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	11	0	0	0	6	17

* Le fonctionnement des BF est entendu comme correspondant au fonctionnement opérationnel du réseau.

* Les BF mentionnées par année sont celles réhabilitées ou nouvellement réalisées par ProgEAU. La valeur Finale est le cumul des BF fonctionnelles (sauf Nduba, voir ci-dessous)

** Sur Nduba des BF étaient fonctionnels mais dégradées, elles ont finalement toutes étaient réhabilitées

4.2.2 Analyse de la réalisation de l'output

Deux réseaux ont constitué de grands travaux, il s'agit de Lujambo et de Mwendo.

A Cishadu, avant l'intervention du ProgEAU la citerne de 200 m³ n'avait jamais été pleine. Tous les brises-charges étaient « by passés », et d'état irrécupérable. Le réseau était en écoulement permanent pour éviter les surpressions et l'ASUREP sur fond propre a réalisé une citerne de 50 m³, de relais, au-dessus des zones de desserte. Aucune régulation n'était présente et l'eau perdue au trop-plein de la citerne 50 m³, (le débit source capté est de l'ordre de 3.8l/s suffisant pour le remplissage). Le réseau de distribution fonctionnait mais avec de fortes pressions, donc de fortes contraintes aux robinets et dans les conduites. Il n'a pas été possible de modifier tout le dispositif mais quelques réducteurs pressions ont été posés à la conduite de distribution pour atténuer ces contraintes ainsi que 17 réducteurs aux robinets. Pour assurer un remplissage de la citerne 200 m³, en limitant les coûts financiers, une régulation dite par l'amont, par défaut (notamment pour des questions financières) a été effectuée à l'aide d'une vanne de sectionnement manipulée journalièrement le soir et le matin. Les surpressions ne sont donc pas présentes et la citerne se remplit enfin après 10 ans d'usage.

Des compteurs aux BF ont été renouvelés à 80%, le reste était en état fonctionnement (plus de 40 nouveaux compteurs de qualité). Également, plus de 600ml de canalisation ont été remis à l'ASUREP Cishadu ainsi que des compteurs à gros volumes (installés à la sortie de la citerne de 200m³ et à l'entrée et celle de distribution de 50m³). Enfin, la conduite d'adduction a été sécurisée sur 5100m par la mise en œuvre de fourreaux ou de gaines de protection entre la source Mahyu et la citerne de 200m³ et 50m³. Pour améliorer la qualité de l'eau, deux unités de production de chlore liquide local a été remise (voir output 2). On peut considérer sur ce réseau en moyenne la consommation journalière est de 250 m³ avec 50 m³/j d'eau perdue au Trop plein non consommée (citerne pleine), et environ 25 m³ de perte/j sur la conduite (10% si qui est bon). Sur cette consommation de 230 m³/j pour 30 000 hab. corrigé, on retrouve une consommation de 8l/j/pers qui corrobore aux sondages effectués. Pour information la recette moyenne 2020 et 2021 était de l'ordre de 8000\$/mois, ceci n'est correspond à la recette brut (en réalité les fontainiers se paye directement à hauteur de 40%). Les dépenses moyennes totales (en incluant les fontainiers) sont de 7200\$/mois soit une marge nette moyenne de 800\$/mois. C'est suffisant pour maintenir le réseau en fonctionnement.

Réseau de Lujambo, les travaux de génie civil comprenaient la pose de conduite dont 740m en acier galvanisé (*vue les fortes pressions de 16 bars et plus*) et 1200ml en PEHD ; plus de la moitié du génie civil des BF sont remis en état vu le délabrement avancé ainsi que la reprise de quasiment toute la robinetterie des BF (43), cinq brises charge ont été réalisés avec vannes flotteurs, des réducteurs de pressions d'installés, des ventouses et vannes de régulation... (*On relève, des retards dans l'exécution, pour l'essentiel dû à l'acheminement des fournitures et en bonne partie dû à la faiblesse de l'entreprise qui a imposé un accompagnement constant de l'équipe projet et de la mission de contrôle.*)

En parallèle d'autres plus petites interventions ont eu lieu notamment 24 compteurs ont été installés aux branchements privés, des regards et trappes de visites...

Réseau de Mwendo/Mudaka, fut finalisé tardivement vu les difficultés de mise en œuvre, il permet la mise en service de 41 bornes fontaines. Ce réseau trop récemment mise en service n'a pas permis d'envisager des branchements privés, mais nul doute que cela sera réalisé par l'ASUREP.

Au total, presque 20 km de canalisations ont été posés sur ce réseau en réhabilitation, avec deux brises charges et plusieurs organes de régulation et de sectionnement (vannes, ventouses, vidanges, réducteurs...). Le réseau est complexe car issue de la reprise d'un réseau totalement inopérant mais dont une grande partie des conduites avaient été posées. Or, toutes les conduites étaient dans un état quasiment irrécupérable de causes multiples ; PVC sans joint, pression de service sous dimensionnée (*généralement de 6 bars sur un réseau souvent au-delà de 10, voir 16 bars*), diamètre insuffisant souvent télescopé et mélangé de manière totalement inadéquate, en mélangeant PEHD, PVC, diamètre, pression... Un véritable casse-tête et défi pour limiter les coûts des travaux sans tout devoir changer (ce qui aurait bien plus simple mais financièrement pas envisageable). Jusqu'au dernier moment, jusqu'à la mise en eau, fin juillet et même en septembre 2021 des fuites et des dégâts sur les conduites existantes ont dû imposer des interventions et des corrections. Difficile en fin de projet d'assurer avec certitude que le réseau n'aura pas d'autres difficultés. On doit relever que sur le plan sécuritaire, lors des travaux, un groupe de perturbateurs a essayé d'influencer une tranche de la population à nuire à l'avancement des travaux pour des intérêts individuels (le réseau était interconnecté à un autre réseau existant, où personne ne paye, ni aux BF, et ni aux BP, or de très nombreux branchements privés sont installés...+ 200). Des influences de coulisses difficiles à appréhender et comprendre rationnellement mais qu'il a fallu gérer. La situation est redevenue calme après de multiples réunions, discussions et implications des autorités politiques, Gouverneur, Ministres ressources hydraulique, autorités locales qui ont su être

salutaires dans la gestion de l'eau en général, à Mudaka et à Miti en particulier. Les acteurs, très nombreux pour ce grand réseau qui touche près de 65 000 personnes, (*incluant le groupement de Miti et Mudaka/Mwendo*), avec notamment l'Eglise Catholique qui voulait jouer le rôle de « gardienne de la source » et l'ancien comité d'eau de MITI, la société civile de chaque groupement, les comités locaux de développement des villages et les chefs des groupements. Un jeu complexe, où tous ont été impliqués pour avancer en essayant d'apporter le plus de transparence et de légitimité. Un accord a finalement été trouvé afin que chacun accepte son rôle en étant reconnu, à priori cela semble fonctionner positivement jusqu'à cette date. Un vrai défi de cohabitation ! Un certain nombre de sensibilisation et de vulgarisation de la nouvelle loi sur l'eau sont encore à faire afin de lever les équivoques en rapport avec cette gestion de l'eau. L'eau est également devenue pour une partie payante, ceux de Mwendo/Mudaka, cela sera-t-il compris et réalisé sans conflit avec Miti ? Le premier mois reste encourageant 2600€/mois de recette pour 1900€ de dépense (à noter, l'ASUREP peut s'appuyer sur l'expérience du réseau existant et proche d'ASILI où l'eau est déjà payante). Il est sûr que le projet termine bien trop tôt pour en être assuré. Quoiqu'il en soit, les conflits incessants internes ont assurément retardé la mise en œuvre ainsi que la constitution de l'ASUREP renouvelée.

Réseau de Nduba, les travaux ont aussi été menés en entreprise mais sur de plus petits marchés publics. Sur la durée du projet, on peut noter le captage à la source repris et consolidé, sa délimitation et sa protection effectuée. Également, des travaux effectués sur les conduites avec le changement de tuyauterie sur une longueur de 800m (*initialement de section insuffisante et qui crée un blocage*), la pose des compteurs pour les branchements particuliers (plus de 20 compteurs ont été posés). Enfin, des travaux sur la seconde citerne de 10m³ (*réalisée en parallèle par une ONG durant l'absence de la CTB*) effectués vu la faiblesse de cette construction (révision des enduits, et de l'étanchéité). On peut également totaliser les 34 BF réhabilitées.

Réseaux Idjwi, les activités ciblées étaient exclusivement liées à l'appui aux ASUREP et pas sur la réhabilitation. Lors de l'étude Baseline, il a été constaté que la majorité des réseaux étaient détournée aux fins des quelques branchements privés. Au total, en oct. 21, 17 BF sont fonctionnelles sur 20. Les interventions sont restées mineurs, essentiellement liées à la pose de compteur pour les branchements privés et sécurisation du captage, correction citerne lorsque mauvaise état et réhabilitation de 6 BF + chambre de vannes.



Denise, une des fontainières engagées par l'ASUREP Cishadu pour le service de l'eau à la population : « Grace à mon travail, je contribue aux dépenses de mon foyer et mon souhait est que ce système dure encore »



Jonctions entre 2 conduites, réseau de Mwendo/Mudaka qui a nécessité de multiples interventions

Pour tous les aspects liés aux comportements en matière d'hygiène, la disponibilité de l'eau reste de loin la première réponse indispensable. De manière générale, les indicateurs de suivi du choléra le montrent clairement, la rupture d'eau est l'une des premières raisons de reprise d'épidémie (maintenant endémique). Indépendamment de nombreuses sensibilisations ont été menées par Caritas, des activités d'appui à la mise en place de production de savon, de dispositif de lavage de main ont été déployés (voir Output3). Les changements de ces domaines liés aux comportements et le mode de vie, s'opèrent dans des échelles de temps longs.

4.3 Performance de l'output 2



4.3.1 Indicateurs atteints

Output 2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP						
Indicateurs	Valeur de Baseline	Cible finale	Valeur année 2019	Valeur Année 2020	Valeur Année 2021	Commentaires
Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé	0	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif	44	40	22	Nombre total des analyses bactériologiques réalisées dans les cinq réseaux
Cishadu-Buhozi	0	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif	12	12	12	Une analyse par mois
Lujambo	0	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif	12	12	1	Pas de capacité à monitorer seul de l'ASUREP
Mwendo Mudaka	0	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif	6	2	1 (valeur au mois de sept)	Une analyse par mois est prévue, le réseau vient juste de démarrer
Nduba	0	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif	12	12	8	Analyse effectuée seul, sans support
Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	Minimum 2/mois ; Eau potable qualitatif	2	2	0	Pas de capacité à monitorer et exploiter les outils disponibles
Existence d'une convention de Délégation entre ASUREP et la Commune	0	Oui	5			Cinq conventions de délégation signées pour les cinq ASUREP en appui
Cishadu-Buhozi	0	Oui	1			Existence d'une convention signée avec un cahier de charge Valeur 2020 et 2021 identique, la convention signée en 2019 est identique et toujours d'application
Lujambo	0	Oui	1			
Mwendo Mudaka	0	Oui	1			
Nduba	0	Oui	1			
Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	Oui	1			
Compte d'exploitation tenu	0	12/an	33	42	25	Nombre total des comptes d'exploitation tenu depuis le début du projet.
Cishadu-Buhozi	0	12/an	12	12	10	Un compte d'exploitation est produit mensuellement (dernière donnée en date d'oct)
Lujambo	0	12/an	9	12	4	L'UG est démissionnaire entre mai et oct, reconstituée en oct
Mwendo Mudaka	0	12/an	0	0	2	Un compte d'exploitation est produit mensuellement (dernière donnée en date d'oct)
Nduba	0	12/an	12	12	9	Un compte d'exploitation est produit mensuellement (Dernière donnée en date de sept)
Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	12/an	0	6	9	Un compte d'exploitation est produit mensuellement (Dernière donnée en date de sept)

4.3.2 Analyse de la réalisation de l'output

Qualité de l'eau

Concernant la qualité de l'eau, les disponibilités des laboratoires agréés ne sont pas encore d'accès aisées en RDC et surtout hors de portée en termes de coût, 200\$/analyse ; Donc, les laboratoires ne sont pas présents, soit le coût est exorbitant au regard des ressources de l'ASUREP. Au mieux une à deux analyses à la source par an serait envisageable pour l'ASUREP la plus performante, (*et rien de réellement mesuré en fin de chaîne, aux bornes fontaines.*) On a donc opté pour l'appui à travers des kits simples d'emploi, sans besoin d'énergie, pour un suivi bactériologique en interne, déjà mieux que rien, en formant les ASUREP. On relève, que de manière générale, les sources du Kivu notamment de Mwendo, Cishadu sont d'excellentes qualités (débits et sanitaires), avec très peu de variation saisonnière caractéristique d'une bonne protection. Aux réseaux de Nduba et d'Idjwi, des améliorations ont été apportées sur les captages, et les mesures de contrôles bactériologiques testés sont satisfaisantes. Le renouvellement des kits d'analyse n'est pas encore pris en main. La démarche serait que maintenant les ASUREP commandent elles-mêmes et assurent leur autonomie. (Un contact a été facilité entre l'ASUREP Cishadu et une firme d'import/export pour un possible réapprovisionnement futur).

En 2021 la cible n'a pas été atteinte à Lujambo/Nduba par rapport au nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau pour une raison notamment de changement de l'équipe de l'unité de gestion. A Cishadu, la fréquence de cette activité a été ramenée à une fois par mois étant donné qu'il n'y a pas de changement et que l'ASUREP chlorure maintenant quotidiennement l'eau.

L'ASUREP Idjwi n'a pas bénéficié de la formation ni des équipements des analyses bactériologiques faute de compétence à assumer le suivi du dispositif et de disponibilité. Des mesures par le ProgEAU ont été cependant effectuées

A Mwendo la formation et le suivi bactériologique n'auront eu lieu qu'en toute fin du projet, avec remise du kit et des réactifs d'analyse.

Au réseau de Cishadu, où l'ASUREP est bien plus organisée, un essai pilote de production de chlore et d'injection dans le réseau avec un contrôle des concentrations de chlore aux BF a été mis en place courant 2021. Un essai pilote très encourageant sachant que le dispositif assure une eau potable quotidiennement chlorée en gestion directe, sachant que le chlore actif reste cher et pas toujours disponible (*donc généralement pas utilisé*). L'approche de ce dispositif est bien calibrée, à la portée des ASUREP (cependant déjà bien + opérante³).

3 (Le principe est simple, à l'aide d'un électrolyseur la molécule NaCl est séparée et la partie chlore liquide récupérée. L'électrolyseur est injecté dans une solution d'eau + de sel ménager (vendu en gros, en vrac.) Ce dispositif a été installé dans un local technique, réalisé à cet effet, sur la parcelle du bureau de l'ASUREP. Le dispositif fonctionne sur énergie solaire et batteries. Le chlore est versé quotidiennement à la citerne 200m³ (dose de 0,6 mg/l) et la concentration chlore testée aux BF (entre 0,1 à 0,4 mg/l suivant la position dans le réseau).



L'une des analyses et suivis bactériologiques sur une borne fontaine du réseau Mwendo- Mudaka

Accompagnement des ASUREP

L'accompagnement des ASUREP a été effectuée sur plusieurs niveaux, en premier lieu le niveau de l'ancrage institutionnel, à ce titre toutes les ASUREP ont des statuts légalisés et une DSPE signée, possédant ainsi pour toutes, des papiers légaux pour exister et travailler. La DSPE fut l'une des réussites du ProgEAU (voir § succès).

Le renouvellement des membres et des conseils d'administration a été également l'une des premières mesures pour assurer la légitimité vis-à-vis des bénéficiaires (*le dispositif étant resté figer avec des renouvellements sur une base toujours identique... ! Le renouvellement sur un processus d'élections qui en théorie s'est voulu répliquable...sans changer tous les membres non plus pour garder des acquis, le renouvellement par moitié ou par tiers suivant les ASUREP a été opté*). Puis des élections transparentes ont permis l'élection du conseil d'administration. Ceci a été effectué dans toutes les ASUREP des 5 réseaux. Parfois les élections du conseil d'administration ont dû se refaire plusieurs fois, notamment à Lujambo ou la multitude de villages rassemblées rend complexe la légitimité de quelques membres⁴ et

4 A noter à Lujambo, Le réseau a aussi souffert de désordre, un groupe de perturbateurs a influencé une tranche de la population pour nuire à l'ASUREP existante, manipulée par des autorités locales dans des conflits personnels qui ont, durant trois années d'accompagnement, vu ces conflits internes incessants. Ex de toute la difficulté de l'ASUREP en monde rural, difficulté à accompagner le changement, à essayer de faire émerger un intérêt collectif (loin d'être réalité). Des élections, où souvent l'on impose les membres par le chef de village ou cooptation, qui finalement nuisent à la légitimité. Il a fallu discuter et essayer de comprendre, en essayant de s'appuyer sur des leaders.

le manque de pouvoir coercitif, le manque d'implication de l'autorité compromet le dispositif. Une fois l'échelon membre et conseil d'administration réalisés, les membres de l'unité de gestion ont été recruté (pour les nouvelles ASUREP tel que Mwendo, mais aussi le renouvellement à Lujambo, Nduba, Idjwi), des formations diverses effectuées (outil de gestion, comptabilité, formation technique plomberie, informatique⁵...) en vue d'apporter des capacités de gestion. Le gérant, chaque fin de mois est tenue de reporter les informations : bilans recettes/dépenses, problèmes dans un rapport mensuel (remis trimestriellement aux autorités signant la DSPE et lors des assemblées générale, minima une fois par an). Des documents types ont été remis pour faciliter. Les rapports sont tenus d'être ainsi informatisés pour plus large diffusion. Malgré ces reportages types et les formations l'aptitude et la compréhension de la nécessité d'un suivi documenté n'est pas encore maîtrisée, notamment dans le monde rural, même si remarquons le les mentalités progressent.



Atelier sur le rapportage des activités organisé par Enabel avec les membres de l'Organe de Gestion des ASUREP

A noter que l'ASUREP Cishadu possède également un site web, que le ProgEAU a appuyé durant l'année 2021. <https://asurepcishadu.com/>. Le site témoigne d'une certaine volonté de transparence et d'informations.

On a déjà mentionné les ASUREP en monde rural (Nduba, Lujambo, Idjwi) n'ont pas atteint les capacités d'une bonne gestion. Cependant bien qu'insuffisant on peut relever que sur Idjwi d'autres réseaux d'autres bailleurs existent (5) et que ces 5 réseaux sont également sous la gestion de l'ASUREP unifiée des 3 réseaux Enabel (sur demande du Mwami, chefferie). Ces 5 réseaux comptabilisent plus de 66 BP et pas loin d'une vingtaine de BF. A l'identique à Nduba,

⁵ Une série de formations ont été organisée dans les soucis de professionnaliser les CA, Les UG et les Commissions de contrôle (Formation comptables, compte d'exploitation, rapportage et formations CA/UG sur les taches des uns et des autres)

les réseaux du territoire de Walungu ont été invités par les chefs de groupement à prendre connaissance du fonctionnement de l'ASUREP Nduba en vue d'échange de bonne pratique et même d'une demande de reprise de la gestion. Ceci est un gage d'appropriation par l'autorité et reconnaissance malgré tout, des structures existantes.

En termes de dotation, toutes les 5 ASUREP ont été équipées de kits d'outillages plomberie et d'une moto pour interventions sur les réseaux, de kits solaires pour les bureaux ASUREP, d'ordinateurs et de mobiliers bureaux. Le bureau de l'ASUREP Idjwi a été réhabilité.

L'ASUREP Mwendo/Mudaka a également été dotée d'une machine à fusion et groupe électrogène pour la réparation des conduites en PEHD.

A Cishadu et Lujambo, l'ancienne machine à fusion a été remplacé fut l'état d'usure par une machine à fusion assurant la capacité des ASUREP à assurer la réparation des conduites PEHD.



Grace aux formations dispensées par Enabel, Christian CUBALA, le plombier de l'ASUREP Cishadu est formé et outillé pour opérer sur les fuites /casses potentielles du réseau de 25 km. Christian : « Les gens parfois cassent des conduites lors de travaux des champs, parfois lors de travaux de pistes, heureusement la machine à fusion est disponible et me permet de réparer les fuites sur notre réseau. Mon rôle est alors essentiel »

4.4 Performance de l'output 3



4.4.1 Indicateurs atteints

Output 3. Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées dans la zone couverte par le projet.				
Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau	0	5	5	Chaque ASUREP a été appuyé d'un comité d'hygiène qui travaille côte à côte avec l'UG de l'ASUREP
Cishadu-Buhozi	0	1	1	
Lujambo	0	1	1	
Mwendo Mudaka	0	1	1	
Nduba	0	1	1	
Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	1	1	
Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés	0	2	2	Oui/ suivi quantitatif et qualitatif A tous les réseaux, Dispositif lavage des mains (DLM), stockage de l'eau et appui production savon
Cishadu-Buhozi	0	2	2	En plus du DLM, remise de Kit assainissement urbain (Brouettes, bèches, pelles, machettes)
Lujambo	0	2	2	Dispositif lavage des mains (DLM) et appui production savon
Mwendo Mudaka	0	2	2	
Nduba	0	2	2	
Ile d'Idjwi (Katonda, Nkola, Nyakaliba)	0	2	2	

4.4.2 Analyse de la réalisation de l'output

Cette partie de travail a été conduite par Caritas Développement de Bukavu par un subside accordé par le PROGEAU Sud Kivu sur une période de 12 mois finalement étalée sur 15 mois. Les activités avec Caritas ont démarré en plein début de la COVID, avec des mobilités qui se sont du coup rendu bien moins facile. La pandémie nous a forcés à faire du télétravail mais malgré cette situation handicapante, le projet a essayé d'adapter son dispositif. Les actions se

sont très vite réorientées sur les messages de bases liés au COVID (gestes barrières), des affiches ont été remises en langue locale et les actions notamment par la mise en service de dispositif de lavage des mains. Le ProgEAU, en parallèle, a réalisé la fabrication de 2250 masques (*sur base de patron modèle AFNOR*) pour les ASUREP et la DPS. (Masque non présent au premier mois de la COVID)

Le subside avait pour objectif d'encourager des dispositifs, mais dans le but d'une duplication et d'une continuité. Cela n'a pas toujours pu se matérialiser ainsi notamment durant les deux premiers trimestres (*conséquence du COVID et nécessité de se réorienter en apportant une contribution contre cette pandémie*) mais cela fut repris sur les deux derniers trimestres (*par ex en appuyant sur des organisations/artisans pour produire des savons.*)

Au final, les activités déployées portaient sur l'amélioration des pratiques en matière d'hygiène et assainissement dans les sous villages couverts par les 5 ASUREP.

Des comités villageois au sein des périmètres d'actions ASUREP ont été mise en place avec des délégués formés pour diffuser et vulgariser les messages éducatifs sur l'hygiène. Des campagnes de sensibilisation en matière d'hygiène et assainissement ont été abordées : 182 séances sur toutes les ASUREP (Mars 2020 à Juin 2021) de sensibilisation et de démonstration sur la mise en place des dispositifs répliquables de lavage des mains (Dispositif Lavage Des Mains, DLM), 3743 tippy-tap (dispositif permettant d'économiser l'eau de lavage des mains et de manipuler à l'aide du pied sans toucher avec les mains le robinet) 78 sous villages de 5 ASUREP été concernés.

Dispositifs de lavage de mains fabriqués dans les zones ASUREP :

NDUBA	CISHADU-BUHOZI	LUJAMBO	MWENDO-MUDAKA	IDJWI6
942	720	525	1946	10745

De plus, 20 dispositifs de lavage de main pour usage collectif ont été disséminés dans des lieux publics des zones ASUREP.

Caritas a encouragé la production de savons au niveau local. Elle a identifié des artisans producteurs dans la zone d'intervention des 5 ASUREP. La production des savons est effective et à ce jour, 3 productions ont été réalisées par ASUREP ce qui fait un total de 15 productions pour les 5 ASUREP accompagnées. (*Le lien de collaboration entre les associations de production de savons et les gestionnaires des ASUREP a été renforcé à travers des contrats de collaboration que les deux parties ont signés de bonne fois pour un suivi de proximité des activités. Dans l'ASUREP de Mwendo/Mudaka, ont peu cité 463 savons vendus, à Nduba 153, à Lujambo 540, à Cishadu 240 et 103 à Idjwi...*). L'activité semble accrochée pour un investissement modeste, (*essentiellement un support de lancement*). En effet, il n'a pas été question de créer de nouvelles structures mais plutôt de retrouver, ou s'appuyer sur des compétences présentes. On a essayé en regroupant ces artisans et les relais ASUREP de faciliter ainsi l'écoulement, lieux de ventes etc...

Le ramassage des ordures ménagères a également été testé en zone péri-urbaine de Cishadu et dans certains villages. Des formations de compostage des matières organiques ont aussi été présentées dans les ASUREP du monde rural (compétence souvent présente au Kivu). En zone péri-urbaine de Cishadu, de manière pilote a été testé la fabrication de pavés à base des déchets

6 L'appropriation des dispositifs de lavage des mains par les bénéficiaires restent encore à confirmer, à Idjwi par ex le dispositif a été détourné au profit des pêcheurs à défaut du lavage des mains.

plastiques (L'ASUREP a vu le possible bénéfice et semble intéressée pour prolonger l'expérience). Ce dispositif a cependant été porté uniquement sur le trimestre 4, donc trop peu de recul, mais l'intérêt était là.

Les séances de sensibilisation ont porté sur les « bons » réflexes, gestes et l'apprentissage orientés sur ce que l'on appelle « la parcelle propre ». Ces activités ont été implémentées dans les villages à l'aide d'une méthodologie de jeu apprenant, autour de questions-réponses sur le thème de la parcelle propre. Ces séances de formations ce sont poursuivies aussi au 4ème trimestre 2021. En parallèle, comme supports aux réunions de sensibilisations, des outils de communication sous forme de plaquette, bande dessinée en langue local furent mises à disposition par Enabel.

On peut également mentionner, courant 2019, que dans les zones d'interventions ASUREP, les écoles et centre de santé ciblés ayant un dispositif de récupération d'eau de pluie avaient toutes été appuyées pour leur réhabilitation avec contrat de maintenance.



Le formateur de Caritas explique comment dimensionner le savon à des producteurs locaux de savon à Idjwi



Mise en œuvre de dispositifs de lavage des mains avec les populations du réseau Mwendo- Mudaka avec le support de Caritas. Ces dispositifs permettent d'utiliser de faible quantité d'eau pour se laver les mains sans manipuler le robinet. L'ouverture s'effectue à l'aide d'un dispositif au pied

4.5 Performance de l'output 4



4.5.1 Indicateurs atteints

Output 4. Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées				
Indicateurs	Valeur de base	Cible finale sur 3 ans	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de note de capitalisation	0	3	3	Une note de capitalisation sur -Les ASUREP en monde rural - Fonctionnement d'une ASUREP -Les modalités de gestion des réseaux de distribution d'eau potable

4.5.2 Analyse de la réalisation de l'output

- En 2019, la note de capitalisation qui porte sur « Les défis de l'approche ASUREP dans le monde rural » fut retardée le temps de laisser avancer les expériences de gestion de nos ASUREP dans ce milieu. Elle a finalement été élaborée en 2020 et actualisée en 2021
- En 2019, la note de capitalisation qui porte sur « Les défis de l'approche ASUREP dans le monde rural » fut retardée le temps de laisser avancer les expériences de gestion de nos ASUREP dans ce milieu. Elle a finalement été élaborée en 2020 et actualisée en 2021
- Une brochure sur les modalités de gestion des réseaux de distribution d'eau potable
- Diffusion de messages, reportages sur les réseaux sociaux Enabel ; Facebook, YouTube et Twitter
- Affiches Covid-19, paiement mobile, lavage des mains déclinées en langues locales



Brochure modalités de gestion des réseaux ASUREP



Twitter Enabel, visite inauguration réseau Mwendo/Mudaka



Affiche mesures protection contre le Covid 19

On peut aussi mentionner des activités communes aux trois ProgEAU à savoir :

- Deux bandes dessinées produites, l'une sur le fonctionnement et rôle de l'ASUREP et la consommation de l'eau et l'autre sur l'hygiène, l'eau et la santé toute dans l'esprit C4D
- Un pitch Vidéo sur les activités réalisées du programme EAU.
- La mise en place d'une plaquette sur la DSPE et sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable
- Des dépliants reprenant les travaux effectués sur les 5 réseaux et distribués aux ASUREP

5 Synergies et complémentarités

5.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Le ProgEAU eau est le seul projet au Sud Kivu. Il n'y a pas eu de synergie à ce jour avec d'autres interventions du portefeuille pays.

5.2 Avec les projets pour tiers

Aucune intervention mise en œuvre pour mandants pour tiers n'est réalisée par Enabel.

La Coordination du ProgEAU est présente dans le groupe inter Bailleurs EAU. Pour information, à ce stade les bailleurs BM, GIZ (KFW) restent majoritairement centrés dans l'eau en appui à la REGIDESO, DFID termine son programme également en support avec la Regideso, tout en cherchant un modèle de gestion avec support au privé. Dans le secteur de l'eau, le manque de décret sur la loi, le manque de stabilité, le manque de volonté de la Regideso de céder les acquis n'a pas encore su faire émerger de gestionnaire de l'eau. L'AFD a des actions proches du modèle ASUREP sur les zones périphériques de Kinshasa et des actions dans l'Est, mais ici plutôt sur la production d'eau avec la Regideso. La BAD à travers son projet prise a développé des projets en monde rural. L'Est reste surtout encore fortement appuyé par des projets non gouvernementaux (ASILI, MERCYCORN, NCA, WORLDVISION). Dans les zones péri-urbaines le manque d'investissement est marqué, dans des zones portant toujours plus en expansion (*on considère d'ici 2050 que 60% de la population sera en zone urbaine en RDC*).

5.3 Autres synergies et complémentarités

La Coordination du programme est une structure commune aux 3 projets Eau. Elle permet de développer des synergies et des économies d'échelle au niveau des ressources d'appui et d'atteindre les résultats escomptés en qualité des infrastructures et activités suivant les délais impartis.

Le PROGEAU exécute ses actions en pleine synergie, collaboration et communication avec les deux autres projets EAU (Maniema et Kasai-Oriental) et la coordination nationale, que cela soit sur les aspects techniques, formatifs ou encore organisationnels. De plus, certaines actions de communication et de capitalisation sont mutualisées. Dans le même ordre d'idées, les missions d'évaluation et de backstoppings seront mutualisées par l'équipe de la Coordination.

Au niveau national, la Coordination fait partie du GIEHA, Groupe Inter bailleur Eau, Hygiène et Assainissement, qui se réunit en théorie chaque mois sous la présidence de la Banque Mondiale.

L'AFD a des actions proches du modèle ASUREP sur les zones périphériques de Kinshasa, l'ONG ADIR avait mis en place une fédération des ASUREP mais qui ne regroupe que celle qu'elle appuie. Les ASUREP que nous avons appuyés à l'intérieur du pays, n'ont pas souhaités intégrer, par volonté d'indépendance. Les ASUREP de Kinshasa, restent dans une attitude de propriétaire, mise en œuvre pour grande partie avant la loi sur l'eau, le processus plus cohérent de gestionnaire mais non de propriétaire de réseau, pas encore assimilé.

6 Thèmes prioritaires

6.1 Environnement et changement climatique

- Tous les réseaux d'eau sont gravitaires nécessitant aucunes sources d'énergie, évitant ainsi au maximum les émissions de gaz à effet de serre.
- Le prélèvement d'eau dans les captages prend en compte la nécessité d'un prélèvement partiel (Loi sur l'eau) qui assure de ne pas assécher les zones humides concernées ou écosystèmes. Les habitants environnants ont toujours une eau pour leur usage (source aménagée ou puits pour les populations riveraines, étangs piscicoles, champs d'haricots, nettoyer les récoltes...);
- Les membres des ASUREP, et les populations de leurs périmètres ont été formés à l'assainissement des points d'eau comme les sources captées & les BF, à la préservation de la qualité de l'eau potable et à la lutte anti érosive en vue de la protection des ouvrages hydrauliques qui sont construits ;
- Les activités permettant la promotion de l'hygiène et l'assainissement : Le projet a accordé une attention particulière afin d'éviter toute contamination de l'environnement par les contaminants comme excréments et autres purins d'animaux, les pesticides aux abords de captage, ..., tout cela est bien contrôlé. Le projet instruit les ASUREP de clôturer afin d'éviter toute intrusion dans l'aire de captage ou aux abords des ouvrages hydrauliques par les humains ou les animaux, et même les pratiques des cultures qui nécessitent des traitements phytosanitaires (rouissage des maniocs par exemple) sont proscrites. Au réservoir de Lujambo, au réservoir de Cishadu, au captage de Nduba, les ASUREP ont installé les clôtures en haies vives au Sisal (Agave) dont l'enracinement n'a pas d'incidence sur les ouvrages.

6.2 Genre

Les femmes et les enfants sont les premiers bénéficiaires des réseaux d'eau potable. Outre l'allègement de la pénibilité des opérations de puisage par la proximité des points d'eau, l'utilisation de l'eau propre, spécialement liée à l'alimentation, améliore fortement la santé des consommateurs. Le lien santé eau potable est bien compris par les bénéficiaires du projet.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement a donc des conséquences en matière de santé publique spécialement sur les conditions de vie des femmes et des petites filles et garçons (La proportion des petites filles et petits garçons à collecter l'eau restent très proches.)

Sans réseau d'eau, la journée est pénalisée par des corvées, limitant, handicapant tout développement économique possible, par la perte de temps consacrée, par le risque inhérent d'augmentation de la probabilité d'être malade.

Le projet porte aussi une attention particulière à la représentativité des femmes dans les ASUREP afin d'approcher le taux minimal de 25 % dans les structures de gestion et d'administration (renforcement du rôle social des femmes) aujourd'hui l'ensemble des ASUREP ont atteint 28% en général. A Mwendo le chiffre reste plus faible 14%. Les femmes n'ont pas voté pour elles et le débat sur imposition ou respect du vote a basculé sur le respect du vote. A Lujambo, le nouveau Conseil d'Administration est composé de 3 femmes sur 7 membres soit 43%. Pour l'unité de gestion, dans tous les réseaux 95 % de fontainiers sont des femmes. Les rôles restent encore marqués et les femmes majoritairement liées à la collecte de l'argent, aux postes de fontainière, de caissière, ou secrétaire. Aucun réseau n'a encore de

femme comme présidente ou gérant. Les barrières culturelles restent encore bien présentes, le pourcentage de femmes instruites plus faibles et fait défaut à l'émancipation.

6.3 Digitalisation

La réalisation de l'étude Baseline du programme a permis de mettre en place une base de données contenant divers types d'informations, notamment celle relative à la géo spatiale pour tous les réseaux, donc de la cartographie numérisée de chacun des réseaux, via SIG.

Pour une meilleure traçabilité de l'argent, la vente de l'eau par paiement mobile a été testé. Cette tentative pilote a été testé en essayant d'instaurer le paiement à la borne fontaine comme aux branchements privés via mobile money. Il faut témoigner que ce fut des plus laborieux d'un point de vue administratif. Des efforts titanesques, des relances multiples auprès des opérateurs qui montrent que le dispositif n'est pas encore bien adapté pour les petites structurations en RDC. L'objectif était de viser une meilleure traçabilité, manipulation de la monnaie liquide et la sécurisation des opérateurs (fontainiers.es et caissiers.es). En dehors de Cishadu, l'expérience n'a pas du tout pris dans les autres réseaux (pas de banque à proximité, limitation du réseau, manque de volonté...). Au niveau des abonnées privées et des BF, le système à utiliser une fois par mois était censé améliorer, le dispositif a démarré mais sans réel décollage, l'ASUREP ne s'est pas appropriée l'innovation et les fontainières pas vraiment ouvertes aux dispositifs (plus contraignant).

A noter, que depuis 2021, les opérateurs téléphoniques/bancarisés permettent de passer d'un opérateur à un autre sans changer de carte SIM. Ceci était aussi jusqu'à présent une véritable contrainte, on devait avoir la carte SIM de l'opérateur.

A noter, des téléphones avaient été donnés à tous les fontainières à Cishadu pour appuyer le paiement mobile ainsi qu'un dispositif mobile de recharge solaire et des batteries à l'ASUREP.

Toutes les ASUREP sont également dotées aujourd'hui d'un ordinateur pour suivre tous les aspects de rapportage et d'encodage des données comptables.

6.4 Emplois décents

Le fonctionnement même des ASUREP a aussi pour but de développer une économie sociale. En effet, la gestion communautaire de ces mini réseaux permet de générer localement de l'emploi stable, qui dans un monde quasiment exclusivement tourné sur l'informel est rare.

Au total sur les 5 réseaux l'on peut dénombrer environ 125 personnes qui bénéficient d'une rémunération mensuelle essentiellement en péri urbain (63 à Cishadu, 50 à Mwendo/Mudaka, 4 à Nduba, 5 à Lujambo et 3 à Idjwi). La rémunération des agents de l'unité de gestion dépend de chaque ASUREP, mais pour ordre de grandeur elle est de 150 \$/mois pour un gérant en péri urbain (50\$/mois en monde rural) et les fontainiers gagnent en moyenne 90\$/mois (un fixe et au prorata de la recette). En monde rural, Nduba, Lujambo et Idjwi des fontainiers ouvrent et ferment chaque jour et assurent un minimum d'entretien. Elles/ ils sont payés en nature et parfois reçoivent un bénéfice sur la recette (1 à 5 \$/mois).

Les membres de l'unité de gestion acquièrent avec l'accompagnement, avec le ProgEAU, pas à pas des réflexes plus professionnels pour une meilleure gestion (rapportage, communication, suivi de la qualité, suivi des facturations, réparations techniques...). C'est particulièrement vrai lorsque l'eau est payée à la prise et que le personnel, justement rémunéré assume pleinement son travail. Cela devient moins le cas, lorsque les recettes sont faibles et que le rôle ressort plus du bénévolat. Mais de manière générale, indéniablement le dispositif ASUREP participe au développement économique des zones concernées.

Enfin, dans chacun des marchés publics, Enabel, s'assure d'une juste rémunération aux manœuvres. Tous le long de l'exécution, les travaux sont menés en HIMO, assurant une redistribution des moyens financiers sur le terrain, directement (en Homme/jour quelque milliers personnes sont concernés). D'autre part, Enabel, s'assure à minima qu'il n'y ait pas/plus de plaintes des manœuvres en cours et en fin de travaux. *(Ceci reste encore monnaie courante de négliger les paiements, ce qui impose, contrôle et parfois pressions.)*

A noter également que le développement des activités liées au résultats 3 sur l'hygiène et l'assainissement, participe à la création d'emploi, ex du métier de savonnier relancé avec le projet.



Aimé MUZIGIRWA, secrétaire de l'ASUREP Cishadu : « J'ai intégré l'ASUREP depuis 1 an et je suis contente du travail que nous faisons ici, aider les autres pour avoir une eau de qualité qui nous protège contre les maladies est une fierté. Mon rôle consiste à restituer fidèlement l'état des recettes et des dépenses »



Un test de recrutement est effectué, écrit et oral, pour le poste chacun des futurs membres de l'unité de gestion.

Ici le test du recrutement de l'ASUREP Nduba, pour le poste de comptable, 6 personnes ont passé le test, une dame a été recrutée

7 Durabilité

L'approche stratégique du projet EAU est orientée sur les capacités de gestion du réseau remis aux bénéficiaires. Les réflexions sont menées à plusieurs niveaux, la sensibilisation des bénéficiaires afin de les conscientiser sur la nécessité de payer le coût d'un service d'eau potable, l'appui à la mise en œuvre d'une organisation formée, équipée pour assumer le rôle de gestionnaire. S'assurer que le dispositif soit ancré dans un cadre institutionnel (c'est le cas via la loi sur l'eau), un cadre réglementaire défini (c'est l'apport du projet avec la convention de délégation du service public).

La conception du réseau est tenue en amont d'être viable une fois le réseau remis entre les mains de l'ASUREP. Ce point n'a pas toujours été le cas dans le projet précédent, notamment en monde rural, où la dispersion de l'habitant rend caduque toute possibilité de vente de l'eau à la prise (*pas assez de client potentiel pour payer un fontainier*), avec des réseaux parfois très grand (*rendant le nombre de risque de pannes démultipliés*). L'approche est par contre bien adaptée en milieu péri urbain et gros bourgs ruraux, dans un contexte plus dense de population (qui est aussi souvent là où les besoins sont plus forts et là ou en termes d'efficacité, le projet a plus d'impact en coût investissement par bénéficiaire).

En monde rural, le paiement de l'eau est au forfait, ce qui impose un recouvrement compliqué. Nous avons donc essayé, comme pour les branchements privés, de descendre au niveau de chaque bénéficiaire direct des bornes fontaine, en listant chacune des familles et en expliquant sous forme de contrat à signer le fonctionnement pour l'usage du réseau. Dans les faits le recouvrement sur Nduba, Lujambo et Idjwi reste modeste on peut dire environ 50% des familles pourtant après de nombreuses discussions le coût par ménages fixé à 1000fc, soit 0.5\$/mois/ménage reste toujours faible pour assurer une maintenance. Cela ramène à la problématique de base, on a beau tourner dans tous les sens, le pouvoir d'achat reste trop faible pour relever ces défis (rappelons +73% de la population vit avec moins de 1.9\$/jour montant souvent bien en deçà en monde rural.)

Concernant Cishadu, qui reste l'ASUREP la plus active, globalement la vente de l'eau au bidon de 20l reste à 50 fc (*ou un m³ pour 1,25\$ au taux 1\$ pour 2000fc*) permet une recette annuelle de 60648\$ ou 5054\$/mois⁷ (Frais de fonctionnement 50%, frais de maintenance 30% et des dépenses annuelles 25300\$ garantissant capacité de maintenance. L'ASUREP a montré toutes ses capacités à gérer, en intégrant de manière plus rationnelle les notions de rentabilité, notamment sur les Bornes fontaines ayant de faible consommation, des horaires ont été aménagés. L'ASUREP Cishadu sur ces propres fonds a réussi à construire 11 BF supplémentaires depuis sont existences.

Le monde Rural manque clairement encore de maturité pour assumer un coût de l'eau au juste prix. Un bémol important, si les ASUREP manquent de maturité dans leur capacité de gestion rationnelle, traçable, documentée, les réseaux eux restent robustes. En effet, ils sont tous gravitaire, celui de Lujambo est maintenant en bonne régulation, les surpressions éliminées et le débit largement suffisant. Le réseau gardera son fonctionnement (mais l'ASUREP risque de ne pas le faire vivre, à savoir bien le maintenir, voire d'augmenter les BF/raccords...). A

7 Le chiffre d'affaires est plus important car 40% est directement récupéré lors du paiement par le fontainier (=leur paye) et 60% remis à l'ASUREP. Ce qui correspond donc plutôt à 7000\$/mois de CA. Ce montant correspond au nombre de 30000 bénéficiaires et pour 8l/j/pers vendu au bidon de 20l (réalité 21L) de 50 fc (pour 1\$ équivalent à 2000Fc), soit 8100\$/mois de recette théorique cible (Sans considérer alors les pertes par fuites et l'ouverture faite par l'ASUREP d'accès gratuit aux indigents, plus pression de certains policiers/militaires...). Ceci correspondrait à un taux de recouvrement de plus 80%, ce qui reste bon.

Nduba⁸, le réseau a maintenant un captage révisé, les conduites adaptées pour ce captage et deux réservoirs. A Idjwi⁹, les réseaux fonctionnaient, ils fonctionneront encore, les travaux ont su apporter consolidation.

Sur le Réseau de Mwendo/Mudaka, le potentiel de bénéficiaires est là, les conditions sont, en théorie, favorables mais ce grand réseau est pénalisé par le détournement de l'eau en amont (dans le passé) d'une partie du débit pour un réseau repris par une ONG local sur le groupement de Miti. Sur ce réseau aucun paiement et une multitude de branchements privés anarchiques. La présence de l'église catholique n'a pas toujours été facile à aborder et difficile d'assurer qu'elle saura jouer le rôle attendu d'elle de gardienne de la répartition de l'eau entre Miti et Mwendo/Mudaka. Une enveloppe budgétaire complémentaire a permis de réaliser le gros des travaux et aux personnels du projet de rester le plus longtemps possible mais trop de tensions auxancements des travaux, avec en plus la difficulté d'approvisionnement retardée avec la COVID (pourtant 8 mois avait été prévu pour le transport, donc loin d'être une mauvaise anticipation, mais ce ne fut pas suffisant...la logistique reste de loin le maillon faible de la RDC). Sur ce réseau, une année d'accompagnement devrait être envisagée pour stabiliser le réseau et ancrer les bonnes pratiques de gestion (pour info, des échanges avec l'ASUREP Cishadu ont été effectués). Ce scénario devrait pouvoir s'entendre dans une stratégie de sortie post projet...

L'appui politique au niveau national fut présent, notons encore la Délégation de Service Public de l'Eau, l'appropriation au niveau décentralisée reste encore à accompagner. Le projet n'avait aucun budget sur les aspects institutionnels, autant des réunions ont été tenues, autant les supports matériels et de formations n'ont pas su suffisamment se déployer. C'est certainement un point à améliorer, en appuyant aussi les ETD. Une certaine implication lorsque nécessaire de l'autorité, Mwami Kabare pour l'essentiel (chefferie) ou Ministre provincial des ressources hydrauliques ont été sur certains points salutaires. Cela manque cependant de consistance lorsque l'on touche aux fonciers, l'état reste incapable de faire valoir l'intérêt public et l'ASUREP (cas flagrant de Cishadu) reste seul à devoir gérer ces problématiques. L'état n'arrive pas, ni à indemniser, ni à traiter les problématiques foncières sans le support des communautés et aussi parfois d'Enabel. En cas de conflit, dans la communauté, dans les faits, ETD ne parvient pas à gérer les problématiques quotidiennes qui se règlent encore localement, avec discussion et supports financiers trouvés localement pour débloquer le problème...

8 A Nduba, ici aussi on peut témoigner des difficultés. Ce réseau avait su se prendre en main et une fois qu'une faible recette fut présente, les membres dirigeants l'ont accaparée. Dans ce malheur, un aspect positif puisque c'est de l'intérieur que l'ASUREP, via ses membres à su faire remonter les tricheries et stopper l'hémorragie. Ils ont relevé le défi de renouveler leur organisation sans la faire s'écrouler et tenté des négociations pour récupérer les fonds (en théorie avec le support de la chefferie, signataire mais pas suffisamment présent, ni apte à gérer les conflits) De nouvelles élections et à nouveau de nouvelles formations, malgré tous ces déboires, cela témoigné d'une volonté de changement, un échec qui montre malgré tout une capacité à se relever, sans s'écrouler et sans se laisser faire, au fond une certaine résilience du système de gestion mise en place.

9 Sur cette île, proche du Rwanda, les facilités d'échanges sont plus fortes et grands nombres de notables sont présents, où leurs familles. Les réseaux Idjwi (3) étaient d'ailleurs en partie détournés à leur fin à notre arrivée... Les BF ont été remise en état et une volonté de faire payer les branchements privés a été insufflée (compteur et contrat remis). On ne peut garantir que cela sera suffisant, mais on reste confiant qu'en cas de défaut majeur, une organisation interne, notamment avec l'ASUREP unique mise en place, permettra le fonctionnement malgré tous des 3 réseaux.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Le premier succès reste la remise en fonctionnement des 7 réseaux (en considérant les 3 réseaux Idjwi). Un réseau (Mwendo/Mudaka) jamais mis en fonction depuis 10 ans, 5 autres (Nduba, Lujambo + 3 sur Idjwi) en fonctionnement intermittent à peine sur 25% de leur potentiel et enfin le réseau Cishadu qui durant 10 ans fonctionné sur 40% de son potentiel (*400m³/j possible limitée à 150m³/j grand maximum vu que la citerne 200 m³ n'était pas exploitée, tout était perdu dans le trop plein*). Le ProgEAU sur la durée de 4 ans aura réussi en totalité à atteindre ses résultats principaux pour un impact qui ne peut qu'être positif sur la vie quotidienne de plus de 150 000 personnes. L'efficience au regard du cout/bénéficiaire reste très bon de l'ordre de 40€/bénéficiaires même en considérant 100% du budget du projet précédent (2007-2011) de 2,5 Mi€ et celui actuel de 2,35 Mi€.

L'autre succès est la convention DSPE. Ce cadrage réglementaire, signé en 2019 a remis en avant les acteurs en définissant les rôles et responsabilise dans la gestion du service de l'eau. Aujourd'hui, les officiels comme, les deux ministères d'ancrage (Développement rural et Ressources hydrauliques), et leurs administrations respectives, les ETD (la chefferie), ainsi que le Ministère de l'intérieur, tous comme les ASUREP (président, gérant) ont lors de journées portes ouvertes, ateliers et durant toute la phase d'exécution du projet eu l'opportunité de mettre en pratique ces conventions avec son cahier des charges¹⁰. Rappelons que nombre d'ASUREP avaient, avant l'arrivée du projet, une vision faussée de leur responsabilité en ayant perception d'être propriétaire. Ce point a dû être éclaircir et recentrer sur le rôle de l'état, en s'appuyant sur la loi sur l'eau et sur la loi de décentralisation et donc en mettant en avant le rôle de la maîtrise d'ouvrage provincial, décentralisée au niveau du territoire à la chefferie et en zone urbaines à la commune/Bourgmestre. A noter, l'administration du développement à Kinshasa a transmis la convention + cahier des Charges duplication à d'autres interventions comme PRISE financé par la BAD. L'approche participative, la remontée des documents en province, les signatures, puis tous les échanges, pour assurer appropriation, divulgation au niveau des acteurs ASUREP, constituent un beau parcours. L'approche reste un certain modèle, comme ce fut le cas lors d'atelier avec Mercy Corps sur les modalités de gestion, et d'autres partenaires du secteur (AFD) et USAID au Kasai oriental, qui cherchent aussi à mettre en place un système de gestion en adéquation avec la loi sur l'eau.

L'approche ASUREP, reste un atout dans le contexte de la RDC, encore actuellement où l'ouverture du secteur privé reste trop timide, pour ne pas dire absent pour assumer la gestion. L'orientation donnée à savoir redonner confiance des populations envers un service public reste à tout égard gage de succès. Il l'est d'autant qu'il est monté sur une approche renforçant et touchant les principes fondateurs de la démocratie, transparence, respect des droits, liberté d'expression, en touchant le plus grand nombre. Le cout de l'eau à la prise aux BF est basé sur un cout réel des charges et de l'entretien du réseau sans aucune subvention (*le montant au forfait, généralement dérisoire et rarement suivi, est bien trop faible pour assurer bon entretien*). L'eau est certes plus chère qu'au forfait Regideso BF, mais le cout social endette la structure portée à bout le bras par de multiples partenaires et n'incite pas la Regideso à développer les BF (*jugées non profitable*). L'ASUREP n'a aucun support financier dans ses frais de fonctionnement, c'est important de le souligner, rare sont les interventions qui

10 Ce document de cadrage institutionnel a été initié avec l'appui du niveau central de l'administration du développement rural, sus base de la loi sur l'eau et partagé en parallèle, avec les ASUREP déjà existantes pour les rassurer sur l'orientation de la convention.

fonctionne sans aide extérieur, sans substitution. L'eau, le service de l'eau potable, est vendu au prix le plus juste et les dividendes de la vente de l'eau réinjecté dans le réseau. Eau vendue au prix bas, afin de toucher le plus grand nombre dans la zone concernée (*Les ASUREP à ce titre, assure elle-même une action envers les indigents, connus de la zone, pour qui l'eau n'est pas payante...les militaire/policier s'imposent parfois aussi pour ne pas payer...*) Enfin, le rôle associatif ne veut pas nécessairement dire bénévole, les membres de l'unité de gestion sont au contraire recrutés sur compétences, sur aptitude au profil recherché de gérant, de fontainier, de plombier, technicien, comptable, secrétaire... tous rémunéré mensuellement. Le projet est avant tout social multisectoriel en droite ligne des objectifs fixés par Enabel. L'amélioration dans la capacité de gestion des ASUREP c'est renforcé, les ASUREP ont acquis des réflexes de gestionnaires, non pas uniquement en gérant les entrées sorties financières, mais aussi en assurant plus de qualité dans la continuité du service, dans la qualité du contrôle de l'eau, dans le suivi des index, la capacité à rédiger un compte d'exploitation (ex Cishadu) et pas à pas à la remise de rapportage à (ex Lujambo, Nduba). Tous, les branchements Privés sont effectués sur base de contrat préalablement signés, dépôt de garantie effectué et compteurs installés comme ce fut le cas à Cishadu, Lujambo, Nduba.

On cite, aussi la capacité du projet à avoir mené à bien la multitude de rencontres, réunions d'acteurs pour parvenir au partage des ressources en eau du réseau Mwendo/Mudaka, en assurant in fine un comité de gestion unifié. Cette approche s'intègre parfaitement sur la GIRE, dans un principe de gouvernance territoriale où les acteurs locaux, usagers et élus (Provinces, députes, administrateur locaux), autorité religieuse (catholique et les protestants), les associations des droits de l'homme, s'impliquent dans la prise de décision. Une multitude de réunion à travers un processus de participation démocratique, de dialogue a su aboutir. Ce n'était réellement pas gagné d'avance car il a été question de rompre avec un mauvais entendement de la gestion de l'eau entre les bénéficiaires du groupement de MITI et ceux de Mwendo/Mudaka, entre l'église catholique qui estime faire mieux et l'état qui cherche sa place, en rompant en plus équilibre établi de plusieurs années. Au final, la cohésion et justes interdépendances semblent tenir au moins dans les premiers pas de la mise en eau du réseau. Ce processus a été complexe, parfois musclé avec des tensions physiques, mais sans abandonner, l'équipe ProgEAU a su rassembler et parvenir à finaliser ces grands travaux, premier point positif, en mettant en relation des groupes qui ne se parlaient plus, second point positif, en mettant sur pied une structure de gestion qui dès le premier mois a montré viabilité avec des recettes positives, troisième point positif.

8.2 Les échecs

En 2019 et en 2020, la question d'être capable d'adapter le mode de gestion ASUREP au monde rural avait été évoqué comme un véritable défi et le reste toujours. Il avait été dit qu'il fallait adapter l'ASUREP dans le monde rural où les revenus pour le moment sont faibles et où la compréhension de payer pour le service de l'eau pour entretenir, pour se développer est lente à s'installer. Comment installer une ASUREP dans un lieu où même posséder un bidon de 20 litres n'est pas encore réalité ? Où la discussion est portée sur le cout d'1\$/mois/ménage. En effet on a beau tourner dans tous les sens, on termine toujours sous le spectre du pouvoir d'achat. Les contrats groupement BF n'ont pas été suffisants pour y palier malgré le fait d'avoir communiqué au plus large, en ayant recensé, ménages par ménages les bénéficiaires. De plus, la gestion de l'argent, n'est pas facile à réaliser lorsqu'il n'y a pas de compte bancaire. Faire consommer plus d'eau payée, plus régulièrement, changer les habitudes et permettre plus d'accès tout en assurant la maintenance du réseau reste un défi majeur, surtout lorsque d'autres sources d'eau (autres alternatives petites sources naturelles, parfois captage aménagé par une ONG...) sont présentes au sein du périmètre du réseau. En plus, sur les réseaux

réhabilités par ProgEAU, Lujambo, Nduba notamment, la conception du réseau n'était pas adaptée, trop de bornes fontaines rendant caduque tout espoir de paiement à la prise, manque de rentabilité évident quel que soit le gestionnaire. En définitive, la question d'adapter l'ASUREP au monde rural est une cible longue terme ou l'adaptation sera pas à pas au contexte et évolution de chacun.

Le paiement des branchements privés reste aussi un défi, les compteurs sont installés, des contrats signés, mais les mauvaises habitudes et l'incapacité à l'ASUREP seule d'assurer le rôle de « policier » sans soutien des autorités n'est pas gagné, car comment être capable de couper l'eau sans soutien quand le bénéficiaire est un notable, voir une autorité locale ? L'approche client cherche à s'installer, prélever des index à démarré, émettre des factures au m³. Des contrats sont signés, l'ASUREP va prendre plus d'indépendance et de confiance auprès des utilisateurs si elle parvient à garder continuité du service. On peut espérer qu'elle soit assez forte, notamment en publiant ses rapports sur les réseaux sociaux, son site Web, pour couper ceux ne respectant pas les règles. A Idjwi, le premier pas d'installer des compteurs est fait mais lorsque le signataire de la délégation DSPE lui-même au nom de l'état refuse de payer, quel exemple pour les autres, lorsque l'hôpital de Katonda qui utilise 60% de l'eau et fait payer les soins refuse de payer l'eau consommé. On peut convenir qu'il y a encore parcour à faire et garder prudence sur le déploiement des branchements privés. Les compteurs prépaiement pourraient être une sortie, un projet pilote est à l'étude sur les deux autres projets mais cela coute cher le triple pratiquement (or un compteur est déjà onéreux, plus de 65\$) et cela impose des compétences loin d'être acquises.

La question de paiement par mobile money a été essayé à travers Vodacash. Il était question qu'à minima que pour les branchements privés, le paiement se fasse via le téléphone mobile. Cela n'a pas été une réussite, notamment faute de lourdeur administrative des opérateurs télécoms. Malgré les formations et équipements remis, on n'a pas réussi dans le cadre de ce projet à assurer que cette initiative soit gage de continuité. On peut espérer marge de progression sachant que les opérateurs permettront interopérabilité de leur cartes SIM. Imposer de changer sa carte SIM était une contrainte. On peut espérer aussi que les opérateurs augmentent leur taux de pénétration et réseau relais pour assurer la récupération de cash.

On peut également relever que le refus d'accorder la seconde demande de budget complémentaire reste un échec et certainement un frein au développement de l'ASUREP Mwendo/Mudaka. Acquérir les réflexes, les aptitudes à la gestion d'un réseau d'eau ne sont pas de loin des acquis, aucune structure, ni formation professionnelle n'existe dans ce domaine. L'apprentissage est sur le tas. L'ASUREP, son unité de gestion a témoigné de capacité dès le démarrage mais l'équipe reste jeune et non expérimentée, un support plus régulier, des formations sous forme de coaching, aide à la résolution des conflits, aide à toute tentative de sabotage (*comme ce fut le cas dès le démarrage à la source*) aux branchements privés incontrôlés, l'accompagnement de l'ASUREP MITI (*qui doit se dupliquer sur le processus de gestion Mwendo/Mudaka*), aide à la mise en eau et bonne tenue du réseau de plus 25 km sur des zones étagées...toutes mesures nécessaires pour assoir l'ASUREP n'ont pas pu se concrétiser suffisamment et l'on ne peut qu'espérer que le dispositif reste malgré tout solide afin de garantir l'investissement financier et humain.



Communication pour l'essai d'implémentation du paiement par Mobile money. Une Phase test/formation, ici au réseau de l'ASUREP Cishadu

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Il n'y a pas eu de démarche recherche-action en lien avec une demande d'appui extérieur, la majorité des réflexions ont été menées en interne.

Le budget du projet reste bien limité pour les études plus théoriques et le temps également trop court. On peut par contre témoigner de la volonté de capitaliser sur les expériences menées du projet, par exemple sur l'ASUREP et le monde rural.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Le modèle ASUREP garde toute légitimité dans le contexte actuel de la RDC et assure une phase de transition vers plus de responsabilité de tous les acteurs, plus de capacité à payer l'eau et donc augmenter les branchements privés	Intervention, Représentation
Un projet EAU est un projet social dont les bénéficiaires sont multisectoriels en touchant les plus vulnérables, les conditions de vies, la formation professionnelle, l'emploi, la santé, l'économie sociale	Intervention, Représentation, Siège Enabel (EST), Autorité nationale et provincial
La DSPE contribue à assoir l'autorité de l'ASUREP et sa durabilité de celle-ci à la condition que les autorités de proximité aient avec l'ASUREP une conscience partagée du rôle de la DSPE.	Développement rural, autorités ETD, les membres d'ASUREP, Intervention.
La mise en place d'un réseau demande une réelle implication des autorités sur toutes les questions foncières qui restent systématiquement source de difficultés et conflits. Les dossiers sont portés par le gouvernorat et/ou souvent laissés à la seule gestion des ASUREP. Les fonds d'indemnités jamais pris en compte	Autorité nationale et provincial, Intervention, (si modalités définies préalablement)

Les résultats d'un processus de consolidation sont toujours fragiles dans un contexte où l'autorité de proximité n'est pas investie	Intervention, les cadres de l'ASUREP, Enabel pays partenaire RDC et la Belgique
Une sensibilisation continue avec les acteurs légitimes de la communauté est d'une grande importance avant, pendant et après la phase d'exécution : GIRE	Equipe Enabel sur terrain, les autorités locales, les membres de l'ASUREP
Il ne suffit pas d'établir une convention de subsides aussi détaillée soit-elle, sur le papier, très lourd, mais plus de suivre les résultats pas-à-pas et réajuster les activités quand c'est nécessaire avec l'intéressé. Au final, on dira qu'une flexibilité, bien exploitée permet d'atteindre les résultats	Intervention, REP, OPS, partenaire Subsides.
Les opérations pilotes innovantes sont à promulguer, elles permettent apprentissage et stimule les acteurs	Intervention, REP, Siège Enabel (EST)

9 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Afin d'accompagner les ASUREP notamment celle du réseau de Mwendo Mudaka Miti, prévoir des échanges d'expériences avec les autres ASUREP plus expérimentées	ASUREP	2023
Que les autorités provinciales s'impliquent davantage à la résolution des conflits fonciers relatifs à la sécurisation des ouvrages des réseaux d'eau potable mis en œuvre par Enabel	ETD, Chef de Division et Inspection DR, ASUREP, villageois, société civile,	2022 et plus
Que les ASUREP continuent le processus de professionnalisation par la maîtrise des outils de gestion, d'une bonne maintenance de leurs réseaux et par le développement des compétences internes	ASUREP	Q4 2022
Que les ASUREP soient toujours plus transparentes dans leurs modes de gestion	ASUREP	2022 et plus
Qu'un autre projet soit défini et les actions préliminaires, premières visites explorations, rencontres autorités soient prises pour identifier le potentiel, parler du foncier Les besoins sont toujours présents avec des réseaux à potentiels comme : Réseau de Burhale à Walungu, réseau de Birava-Ishungu-Lugendo à Kabare et le réseau de Runingu-Birhiba dans la plaine de la Ruzizi	Enabel Coopération Belge Pays partenaires	2023

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B, pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
			X	
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
C	X	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
B	X	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		

4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.

C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Le cadre logique du DTF a connu une révision lors de l'étude Baseline effectuée en 2018, et il n'y a pas de modification des objectifs ni des résultats. Il sied de noter que seuls les indicateurs repris dans le suivi des résultats sont liés aux changements attendus ainsi repris dans Pilot.

Ci-dessous le cadre révisé :

Objectif général / Objectifs spécifiques

OG : Les conditions de vie des populations rurales du Sud Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement

OS : L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les réseaux d'alimentation en eau potable ciblés dans la province du Sud Kivu

Indicateurs : Consommation spécifique : 10 litres/jour/habitant

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible	Valeur atteinte 2021	Sources de vérification	Commentaires
R1 : La consolidation et la construction des systèmes d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réalisées selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées	• Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de plus de 110000 bénéficiaires directs	0	5	5	• PV de réception provenant de travaux	- Les ressources hydrauliques sont suffisantes pour alimenter les réseaux, la qualité est très bonne
	• Nombre de captages opérationnels	7	7	7	• PV de réception	- Les captages étaient fonctionnels, deux réseaux ont eu des travaux d'amélioration, débit et protections (Nduba et Nkola à Idjwi)
	• Linéaire de réseau opérationnel (distribution et refoulement)	0	17214ml	23380 ml	• PV de réception	- les réseaux à réhabilités notamment Mwendo/Mudaka avait des conduites en très mauvais état, irrécupérables ayant contraint à une pose bien supérieur à celle initialement projeté. Le projet avait cependant provisionné ce risque
	• Nombre de bornes fontaines fonctionnelles	101	91 BF remises en fonctionnement	107 réhabilitées (Total en fonctionnement 208)	• PV de réception	- Tous les réseaux sont fonctionnels
	• Nombre de compteurs aux Bornes fontaines	47	148	145 dont 82 au BF supplémentaire + 63 sur branchement privé	• PV de réception travaux	- Les réseaux en zones rurales n'ont pas de compteur aux BF, car pas de fontainier, vu le surcout

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible	Valeur atteinte 2021	Sources de vérification	Commentaires
R2 : La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP	L'ASUREP est opérationnelle	0 %	100 %			- ASUREP sont fonctionnelles
	• Les statuts des ASUREP sont disponibles, notariés avec autorisation de fonctionnement	À vérifier	100%	100%		Tous les statuts sont disponibles Les documents sont notariés
	• Nombre d'AG tenues annuellement et PV disponibles	0	2/an/ASUREP	1/an /ASUREP		-Les réunions ont été tenues à 2 par an les deux premières années puis une par année par la suite. Les premières années une prise en charge était présente pour insuffler
	• Proportion de femmes dans le CA	À vérifier	Au moins 25 %	En moyenne 25% de femme présentes		- Des élections ont été tenues dans toutes les ASUREP et les femmes représentés au moins pour 25%
	• Existence d'une Convention de délégation entre l'ASUREP et la Commune	Non	100%	100%		Les documents de conventions sont signés par les ASUREP et ETD avec cahier des charges
	• Une distribution en eau annuelle sans longue période d'arrêt est assurée	Pas d'information	345 j cumulés	En théorie possible pas monitorés		Les réseaux fonctionnent, les interruptions n'ont pas pu être monitorées car les travaux terminés en 2021, mais tous devraient permettre l'alimentation au moins 345j/an vu le dispositif de fonctionnement pur gravitaire.
• Compte d'exploitation tenu	0	12 rapports/an /ASUREP	28 comptes d'exploitation pour 5 ASUREP en 2021		Les ASUREP produisent des comptes d'exploitation mensuellement, bien que succinct à Idjwi et Lujambo dont le niveau de compétence est encore disparate	

	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé 	Pas d'information	24 rapports d'analyse/mois/ASUREP	(jusqu'en sept) 22 Rapports d'analyse/mois/ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat d'analyse, dans le rapport mensuel d'exploitation ASUREP 	- les ASUREP ont eu la possibilité de faire des analyses bactériologiques et peuvent acquérir le dispositif si souhaité (mais en fin de projet aucune commande n'a été effectuée)
Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible	Valeur atteinte 2021	Sources de vérification	Commentaires
R3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées 	0 %	100 %	100%	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final de l'ONG à qui a été attribué le subsidé : Caritas 	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités ont été menées mais restent l'accompagnement pour bonne pratiques toujours en vigueur (processus de très longue durée)
	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau 	Non	Oui ou 1/ASUREP	Mise en place à côté de l'ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final de l'ONG à qui a été attribué le subsidé : Caritas 	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité a été mis en place au sein des réseaux, en lien avec l'ASUREP. Le dispositif a été créé par Caritas, difficile d'assurer qu'il y aura continuité, les sensibilisations et messages ont cependant bien été menées
	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de cas de maladies hydriques (choléra, fièvre typhoïde, diarrhée simple) 	Pas d'information	Diminution du nombre de cas par année	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation pas disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport centre santé 	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation des travaux effectuée de manière trop tardif ion 2021, ne permet pas d'avoir des informations, durée trop courte...pour assurer causalité
	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de sensibilisation à l'hygiène et santé réalisée • Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés 	Non réalisée	Oui	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final de l'ONG à Caritas 	<ul style="list-style-type: none"> • Menée dans toutes les zones concernées
		0	2/ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> • Des Dispositifs ont été réalisés et mis à disposition 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final de l'ONG à Caritas 	<ul style="list-style-type: none"> • Essentiellement lié à des dispositifs pour le lavage des mains, support pour la production de savon local et en zones plus urbanisés appui pour ramassage ordures

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible	Valeur atteinte 2021	Sources de vérification	Commentaires
R4 : Les leçons pertinentes des expériences de maitrises d'ouvrages et de gestion communautaires sont capitalisées et disséminées.	• Nombre de notes de capitalisation	0	3	3	• Note de capitalisation	- Des supports écrits sont disponibles
	• Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation	0	3	Multiples	• PV de réunions, documents liés à la préparation des ateliers	- Le Projet a su lors de nombreuses réunions divulguer, communiquer sur les évolutions relatives à la réforme du secteur de l'eau, capitaliser et disséminer l'information

10.3 Matrice de monitoring complète

	Résultats / indicateur	Unité	Site	Valeur de référence	Valeur cible 2021	Valeur atteinte 2021	VALEUR ANNEE 2019		VALEUR ANNEE 2020 (période janv à septembre)			VALEUR ANNEE 2021			Source de vérification
							Valeure obtenue	Note globale obtenue	Valeure obtenue	Note obtenue	Observations	Valeure obtenue	Note obtenue	Observations	
OBJECTIF GLOBAL	Les conditions de vie des populations rurales du Sud Kivu sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement														
OBJECTIF SPECIFIQUE	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les réseaux d'alimentation en eau potable ciblés dans la province du Sud Kivu							35,0%		31,7%			75%		
IND 0-0	Population située dans le périmètre d'action du réseau (dans la zone de couverture)	Nombre	Cishadu-Buhozi	50 525	50 525	50 525	50 525			50 525			50 525		base line
		Nombre	Lujambo	11 362	7 600	7 600	7 600			7 600			7 600		
		Nombre	Mwendo Mudaka	50 525	31 724	31 724	31 724			31 724			31 724		
		Nombre	Nduba	11 362	8 758	8 758	8 758			8 758			8 758		
		Nombre	Katonda	31 724	3 002	3 002	3 002			3 002			3 002		
		Nombre	Kizibazaba	8 245	8 758	0	8 758			8 758			8 758		
		Nombre	Nkola	3 002	1 406	1 406	1 406			1 406			1 406		
		Nombre	Nyakaliba	NA	NA	NA	NA			NA			NA		
IND 0-1	Consommation spécifique	l / jour / pers	Cishadu-Buhozi	1,3	10	5	3,5	35%		3,2	32%		4,5	75%	Estimée à partir du volume en eau utilisé (fondé ou vendu)
		l / jour / pers	Lujambo	non connu	10	8	NA			NA		Pas de compteur	8,0		
		l / jour / pers	Mwendo Mudaka	non connu	10	8	NA			NA		Pas réseau	8,2		
		l / jour / pers	Nduba	non connu	10	9	NA			4,6		Estimation sur vol distribué (vente FF)	9,2		
		l / jour / pers	Idjwi (katonda/Nkola/Nyakaliba)	non connu	10	NA	NA			NA		Pas de compteur	NA		
		l / jour / pers	Kizibazaba	Plus de réseau	0	0	NA			NA		Aucunes activités de préuves	0		
RESULTAT 1	Des réseaux d'eau potable dans la province du Sud Kivu sont réhabilités selon les règles de l'art et les technologies adaptées							61%		28%			100%		
IND R1-1	Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de 105 000 bénéficiaires directs	Nombre	Cishadu-Buhozi	fonctionnel	100%	100%	119%	61%		50%	28%		100%	100%	PV de reception provisoire de travaux.
		Nombre	Lujambo	partiellement fonctionnel 50%	100%	100%	0%			35%			100%		tous les réseaux sont réhabilités
		Nombre	Mwendo Mudaka	Non fonctionnel	100%	100%	1%			0%			100%		
		Nombre	Nduba	partiellement fonctionnel 50%	100%	100%	125%			27%			100%		
		Nombre	Idjwi (katonga/Nkola/Nyakaliba)	détourné aux privés	NA	100%				0%			100%		
Sous résultat 1-1	Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de 105 000 bénéficiaires directs														
IND 1-1-1	Nombre de captage opérationnel	Nombre	Cishadu-Buhozi	1	1	1	1	20%		0	20%		0	100%	captage opérationnel pas d'intervention
			Lujambo	1	1	1	0			0			0		captage opérationnel pas d'intervention
			Mwendo Mudaka	1	1	1	0			0			0		captage opérationnel pas d'intervention
			Nduba	1	1	1	0,0			1			1		captage opérationnel pas d'intervention
			Idjwi:Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	1	1	0			0			1		sécurisation captage
			Kizibazaba	NA	NA	NA	NA			0			NA		sécurisation captage
IND 1-1-2	Linéaire de réseau opérationnel (distribution et refoulement)	Nombre	Cishadu-Buhozi	24500	160	600	600	8%		0	7%		0	119%	PV de reception travaux, PV essai de pression
			Lujambo	17800	1693	1960	0			1200			760		
			Mwendo Mudaka	24500	15200	19800	0			0			19800		
			Nduba	9000	160	800	800			0			0		
			Idjwi:Katonda/Nkola/Nyakaliba	12000	1	0	0			0			0		
IND 1-1-3	Nombre de borne fontaine fonctionnelle	Nombre	Cishadu-Buhozi	45	2	7	0	1%		4	22%		3	82%	le nombre de Borne fontaine sur les 3 années rhabilités est égale à la cible, 100%
			Lujambo	20	24	24	0			17			7		
			Mwendo Mudaka	0	41	42	1			0			41		BF a été récupérée sur un autre réseau
			Nduba	20	34	34	0			3			31		
			Idjwi:Katonda/Nkola/Nyakaliba	16	6	6	0			0			6		
IND 1-1-4	Nombre de compteur fonctionnel aux bornes fontaines et Branchement privés	Nombre	0	47	40	40	0	0%		0	14%		40	100%	renouvellement aux BF
			0	0	24	44	0			20			24		Contrôle de terrain
			0	0	42	42	0			0			42		Aux BP
			0	0	22	22	0			0			22		aux BF
			Idjwi:Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	17	17	0			0			17		Aux BP

	Résultats / indicateur	Unité	Site	Valeur de référence	Valeur cible 2021	Valeur atteinte 2021	VALEUR ANNEE 2019	VALEUR ANNEE 2020 (période janv à septembre)		VALEUR ANNEE 2021		Source de vérification	
RESULTAT 2	La gestion commutaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP							57%		58%		64%	
Sous résultat 2-1	Accompagner les ASUREP dans les démarches d'enregistrement et de constitution												
IND R2-1	Accompagner les ASUREP dans les démarches d'enregistrement et de constitution	Nombre	Cishadu-Buhozi	incomplet	100%	100%	33%	53%	33%	47%	100%	87%	Cet indicateur est tributaire de l'atteinte des sous-résultats
			Lujambo	incomplet	100%	100%	67%		33%		100%		
			Mwendo Mudaka	incomplet	100%	67%	67%		33%		67%		
			Nduba	incomplet	100%	100%	67%		67%		100%		
			Idjwi:Katonda/Nkola/Nyakaliba	incomplet	100%	67%	33%		67%		67%		
IND 2-1-1	Les statuts des ASUREP sont disponibles et notariés avec autorisation de fonctionnement	OUI/ NON	Cishadu-Buhozi	à vérifier	1	1	0	0%	0	0%	1	83%	Document juridique
			Lujambo	à vérifier	1	1	0		0		1		
			Mwendo Mudaka	à vérifier	1	1	0		0		1		
			Nduba	à vérifier	1	1	0		0		1		
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	à vérifier	1	1	0		0		1		
			Kizbazaba	Non applicable	0	NA	0		0	Aucunes activités de prévues	NA	n'existe plus	
IND 2-1-2	Proportion de femme dans CA	Pourcentage	Cishadu-Buhozi	?	au moins 25%	1	0%	80%	0%	80%	1	50%	Statut et PV de réunion AG Vérification sur le terrain
			Lujambo	?	au moins 25%	1	100%		0%		1		
			Mwendo Mudaka	?	au moins 25%	0	100%		0%		0		Le ration de 25 % n'est pas atteint, sur choix du vote lors d'assemblée générale
			Nduba	?	au moins 25%	1	100%		100%		1		
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	?	au moins 25%	0	0%		100%		0		
			Kizbazaba	Non applicable	N/A	N/A	N/A		N/A		N/A		
IND 2-1-3	Existence d'une convention délégation entre ASUREP et ETD	OUI/ NON	Cishadu-Buhozi	NON	1	1	1	100%	1	100%	1	100%	Convention
			Lujambo	NON	1	1	1		1		1		
			Mwendo Mudaka	NON	1	1	1		1		1		
			Nduba	NON	1	1	1		1		1		
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	NON	1	1	1		1		1		
Sous résultat 2-2	Renforcer les capacités des ASUREP avec un accompagnement par un partenaire												
IND R2-2	Renforcer les capacités des ASUREP avec un accompagnement par un partenaire	Nombre	Cishadu-Buhozi	0%	100%	77%	98%	76%	102%	89%	77%	65%	Cet indicateur est tributaire de l'atteinte des sous-résultats
			Lujambo	0%	100%	65%	83%		93%		65%		
			Mwendo Mudaka	0%	100%	NA	NA		NA		NA		
			Nduba	0%	100%	77%	87%		98%		77%		
			Idjwi:Katonda/Nkola/Nyakaliba	0%	100%	42%	38%		62%		42%		
IND 2-2-1	Une distribution en eau annuelle sans longue période d'arrêt est assurée	Jour/an	Cishadu-Buhozi	Non disponible	345	36500%	329	79%	355	91%	365	100%	Rapport ASUREP, enquête auprès de la population
			Lujambo	Non disponible	345	32850%	256		274		329		
			Mwendo Mudaka	Non disponible	NA	NA	NA		NA		NA		période trop courte pour évaluation
			Nduba	Non disponible	345	36500%	292		329		365		
			Katonda	Non disponible	345	34675%	219		292		347		
			Kizbazaba	Non applicable	0	0%	NA		NA		0		
IND 2-2-2	Nombre d'assemblée générale tenue annuellement et PV disponible	Nombre / an	Cishadu-Buhozi	0	2	100%	2	70%	2	70%	1	67%	PV de réunion
			Lujambo	0	2	100%	2		2		1		
			Mwendo Mudaka	0	2	100%	0		0		1		
			Nduba	0	2	100%	2		2		1		
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	2	0%	1		1		0		
			Kizbazaba	Non applicable	0	0%	N/A		N/A		0		
IND 2-2-3	Compte d'exploitation tenu	OUI/ NON	Cishadu-Buhozi	NON	12	900%	12	50%	12	67%	9	45%	jusqu'à septembre 2022
			Lujambo	NON	12	600%	9		12		6		jusqu'à septembre 2022
			Mwendo Mudaka	NON	12	100%	0		0		1		jusqu'à septembre 2023
			Nduba	NON	12	800%	9		10		8		jusqu'à septembre 2024
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	NON	12	300%	0		6		3		jusqu'à septembre 2025

	Résultats / indicateur	Unité	Site	Valeur de référence	Valeur cible 2021	Valeur atteinte 2021	VALEUR ANNEE 2019		VALEUR ANNEE 2020 (période janv à septembre)		VALEUR ANNEE 2021		Source de vérification	
Sous résultat 2-3	Performances des ASUREP améliorées					0%								
IND 2-3	Performances des ASUREP améliorées	Nombre	Cishadu-Buhozi	Cishadu-	100%	62%	61%	41%	53%	40%	62%	41%	Cet indicateur est tributaire de	
			Lujambo	0%	100%	28%	32%		32%		28%			
			Mwendo Mudaka	0%	100%	NA	NA		NA		NA			
			Nduba	0%	100%	31%	29%		34%		31%			
			Katonda	0%	100%	NA	NA		NA		NA			
IND 2-3-1	Volume production	m³/an	Cishadu-Buhozi	pas d'indicateur	184416	144905	134028	112%	134028	116%	144905	119%	production insuffisante	Cahier de vente AUREP
			Lujambo	pas d'indicateur	41471	141912	141912		141912		141912		production largement suffisante	
			Mwendo Mudaka	pas d'indicateur	290993	315360	315360		315360		315360		production potentiellement suffisante	
			Nduba	pas d'indicateur	30094	37843	12614		37843		37843		production juste suffisante	
			Katonda/Nkola/Nyakaliba	pas d'indicateur	25243	42889	34690		34690		42889		production à priori suffisante, réseau détourné surtout pour	
IND 2-3-2	Volume distribué	m³/an	Cishadu-Buhozi	N/A	174311	132422	126312	39%	54903	22%	132422	79%	Compteur sortie de réservoir	
			Lujambo	N/A	39199	22192	0		0		22192		pas de compteur BF	volume lié consommation estimée
			Mwendo Mudaka	N/A	109448	94950	0		0		94950		pas eu le temps de monitorer	
			Nduba	N/A	28445	29409	10278		21287		29409		pas de compteur BF	volume lié consommation estimée
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	N/A	N/A	N/A	N/A		N/A		N/A		pas de compteur BF	volume lié consommation estimée
IND 2-3-3	Rendement réseau	%	Cishadu-Buhozi	non connu	0,75	92%	0,86	38%	0,72	48%	0,92	123%	Compteur réservoir et relevé compteur aux points de distribution, cahier de vente	
			Mwendo Mudaka	non connu	0,75	N.A	N.A		N.A		N.A		pas mesurable, pas de suivi d'index, pas de compteur aux BF	
			Lujambo	non connu	0,75	N.A	N.A		N.A		N.A		pas eu le temps pour le suivi	
			Nduba	non connu	1	N.A	NA		N.A		N.A		pas mesurable, pas de suivi d'index, pas de compteur aux BF	
IND 2-3-4	Taux de renouvellement équipement	en %	0,1	0,05	0	10%	10,0%	71%	10,0%	43%	10,0%	49%	Des capacités de maintenances sont présentes	Rapport ASUREP
			Lujambo	0	0	2%	0,0%		0,0%		2,0%		Très faible recette, augmentation du forfait en fin d'année	Rapport ASUREP
			Mwendo Mudaka	0	0	NA	10,0%		NA		NA		pas eu de temps de monitorer	Rapport ASUREP
			Nduba	0	0	5%	5,0%		5,0%		5,0%		amélioration et meilleur suivi, capacité juste pour la maintenance	Rapport ASUREP
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	0	0%	0,0%		0,0%		0,0%		pas de Rapportage, ajustement coup par coup via les privés	
IND 2-3-5	Nombre de contrôle de la qualité bactériologique de l'eau réalisé	Nombre	Cishadu-Buhozi	0	24	12	12	37%	12	100%	12	22%	à réviser les mesures avec la production chlore	Résultat d'analyse, facture
			Lujambo	0	24	1	12		12		1		faiblesse ASUREP	rapport ASUREP
			Mwendo Mudaka	0	24	1	6		2		1		Réseau trop récent	rapport ASUREP
			Nduba	0	24	8	12		12		8		rapport ASUREP	rapport ASUREP
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	24	0	2		2		0		pas de prise en main	rapport ASUREP
RESULTAT 3	Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées							26,7%		66,7%		100,0%		
IND 3-2-1	Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau	OUI/NON	Cishadu-Buhozi	NON	OUI/qualitatif	OUI/qualitatif	0	0%	1	100%	1	100%	Rapport, enquête auprès des concernés	
			Lujambo	NON	OUI/qualitatif	OUI/qualitatif	0		1		1			
			Mwendo Mudaka	NON	OUI/qualitatif	OUI/qualitatif	0		1		1			
			Nduba	NON	OUI/qualitatif	OUI/qualitatif	0		1		1			
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	NON	OUI/qualitatif	OUI/qualitatif	0		1		1			
IND 3-2-2	Nombre de cas de maladies hydriques (cholera, fièvre)	Nombre de cas sur l'année	Cishadu-Buhozi	les données ne sont pas disponibles, le rapport épidémiologique testé n'a pas été suffisamment suivi	0	0	0		356		21		difficulté à analyser	Rapport épidémiologique, vérification auprès de la zone de santé
			Lujambo	0	0	0	0		245		69		difficulté à analyser	
			Mwendo Mudaka	0	0	0	0		9256		28		difficulté à analyser	
			Nduba	0	0	0	0		236		18		difficulté à analyser	
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	0	0	0		364		22		difficulté à analyser	
IND 3-2-3	Mobiliser des sessions de sensibilisation à l'hygiène en régie, à travers un appui externe	OUI/NON	Cishadu-Buhozi	Non réalisé	OUI	Oui	1	80%	1	100%	1	100%	rapport cartas	
			Lujambo	Non réalisé	OUI	OUI	1		1		1			
			Mwendo Mudaka	Non réalisé	OUI	OUI	1		1		1			
			Nduba	Non réalisé	OUI	OUI	1		1		1			
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	Non réalisé	OUI	OUI	0		1		1			
IND 3-2-4	Des équipement liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont proposés	Nombre	Cishadu-Buhozi	0	2	2	0	0%	1	50%	2	100%	Appropriation d'un dispositif de lavage	rapport cartas
			Lujambo	0	2	2	0		1		2			
			Mwendo Mudaka	0	2	2	0		1		2			
			Nduba	0	2	2	0		1		2			
			Idji: Katonda/Nkola/Nyakaliba	0	2	2	0		1		2			
RESULTAT 4	Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées							33%		67%		67%		
IND 4-1	Nombre de note de capitalisation	Nombre	projet	projet	3	3	1	33%	1	100%	1	100%	Note de capitalisation	
IND 4-2	Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation	Nombre	projet	Projet	3	3	1	33%	1	33%	1	33%	PV de réunion, documents liés à la préparation des ateliers	

10.4 Matrice de monitoring Risques et problèmes

L'analyse des risques de l'intervention est enregistrée dans Pilot. Le rapport de résultats d'intervention reprend l'extrait de Pilot (gestion des risques).

L'allonge budgétaire a résolu les questions d'insuffisance budgétaire. L'accompagnement des ASUREP a été effectif dans toutes les zones d'interventions. Le délai d'exécution du projet est à la limite de la date d'expiration de la Convention spécifique.

Gestion des risques

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Instabilité politique entravant l'approvisionnement des intrants, voire l'exécution du Projet (groupes armés)	24/01/2019	DEV	Nulle	Faible	Nul

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Suspension momentanée du projet jusqu'au rétablissement de l'ordre public ou de bonnes conditions de travail	DEGERNIER	20/12/2019	Les élections ont eu lieu sans désordre public.	Accompli
Proximité du Rwanda et Burundi permettant un approvisionnement.	Philippe			

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Le budget réel des travaux pourrait dépasser le budget estimé	12/02/2019	OPS	Nulle	Faible	Nul

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
L'étude détaillée bureau d'étude prévoit un montant des travaux au-delà du budget projet. Le DAO sera en tranches fermes et conditionnelles, des choix seront certainement à prévoir.	PROD'HOMME Jean	23/10/2019	Avec la rallonge budgétaire de 250000 Euros ce risque a été réduit mais en imposant des choix et adaptations Cependant il est important de signaler que les 6 mois de rallonge sont insuffisants au regard de la durabilité, de l'accompagnement du partenaire de gestion ASUREP notamment à la vue des difficultés rencontrées sur terrain au lancement de travaux.	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La date d'exécution du projet est proche de la limite de la date d'expiration de la convention spécifique	12/02/2019	OPS	Nulle	Faible	Nul

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
La fin des travaux sera dans les délais mais la période d'accompagnement des ASUREP sera insuffisante. Une demande budgétaire a été effectuée.	PROD'HOMME Jean	18/08/2021	Une première proposition d'allonge budgétaire de 250000 déjà effective va permettre de réaliser les travaux et d'assurer une phase de suivi et d'accompagnement des ASUREP	Accompli
La fin des travaux est repoussée mais la période d'accompagnement des ASUREP est insuffisante d'autant qu'une multitude de complications se sont greffées au démarrage des travaux. Une demande de prolongation de la CS de 12 mois pour 200 000 € supplémentaire est transmise à l'ambassade.	PROD'HOMME Jean	07/12/2021	La demande a été transmise le 07/Déc./2020 à la REP avec mini DTF et à l'ambassade début Janv. La demande a été refusé par la DGD	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Les parcelles ou terrains sur lesquels devront être érigés les ouvrages ne sont pas rendus disponibles à temps	15/11/2018	DEV	Nulle	Moyen	Nul

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Sensibiliser les autorités provinciales, urbaines et locales, ainsi que les	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2021	A l'issue de l'Atelier des parties prenantes sur la DSPE la partie étatique a compris son rôle. Les ministères concernés sont	Accompli

bénéficiaires à travers des contacts directs et réguliers			avertis. Des solutions pour l'ensemble d'ASUREP sont envisagées.	
---	--	--	--	--

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Implication faible des autorités locales et provinciales.	01/10/2018	REP	Nulle	Moyen	Nul
L'offre de service (distribution à la BF, horaire d'ouverture, mode de paiement, gestion communautaire...) ne répond pas à la demande des usagers	10/09/2018	DEV	Moyen	Faible	Moyen
La maintenance des installations n'est pas assurée après la mise en service ; Manque de temps pour accompagner les ASUREP. Aujourd'hui juillet 2019 il y a un accompagnement de proximité des ASUREP dans la maintenance des ouvrages par le projet	30/09/2018	DEV	Nul	Moyen	Nul
Les utilisateurs refusent de payer pour l'eau en milieu rural (Lujambo, Nduba, Idjwi) et semi-urbain (Mwendo Mudaka, Cishadu). Lujambo et Nduba les usagers contribuent timidement par un forfait mensuel fixé par l'AG de l'ASUREP. A Cishadu les usagers payent à la prise. Le réseau semble aller de l'avant.	11/10/2018	DEV	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Sensibilisation des usagers, médiation et implication des autorités. Privilégier les systèmes gravitaires simples et robustes	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020		Accompli

Conception, mise en place et signature des contrats de groupes autour des BF. Mise en place et signature des contrats de groupes autour des Bornes Fontaines	BAHATI BIRINDWA Jules	31/03/2021		Accompli
--	--------------------------	------------	--	----------

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Risque de voir des clivages politiques ou ethniques interférer dans la gestion communautaire	05/10/2018	DEV	Haute	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Susciter des médiations	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020	Les contrats sont signés à Cishadu, Lujambo et Nduba. et Idjwi. A Cishadu, les paiements sont effectifs et timides dans les autres ASUREP	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Une forte pression sur la ressource en eau est exercée et/ou la ressource en eau est insuffisante	30/09/2018	DEV	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut

Rechercher des ressources en eau complémentaires	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/06/2020	La consolidation de la source de Nduba a été faite. Cishadu est toujours en recherche de nouvelles sources et d'appui de l'ETD pour valider la possibilité d'exploiter la ressource. De manière générale, l'ETD ne fait aucune intervention et l'état de droit n'est pas respecté. Seuls les pourparlers entre riverains et souvent l'achat permet de résoudre le problème	Annulé
--	---------------------------------	------------	--	--------

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Assurer une gestion intégrée de la ressource EAU et une juste répartition ente les futurs utilisateurs.	15/06/2019	DEV	Faible	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Remettre en état initial le réseau de Mwendo et créer une ASUREP à Miti	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/03/2020	Un travail est effectué pour assurer de manière temporaire le fonctionnement des quelques BF l'eau est déjà à la bonner Numéro 4 au niveau du bureau de l'ASUREP de Mwendo. Pour l'ASUREP de Miti, Une Assemblée Générale électorale a eu lieu et une ASUREP fonctionne à Miti.	Accompli

Organisation d'une table ronde pour partager le débit entre les réseaux de Mwendo et Miti et résoudre les conflits qui seraient liés à l'eau	BISIMWA GANYWA Etienne	31/10/2020	Des réunions ont eu lieu avec divers acteurs, Eglises, société civile, groupements, CLD et autres. Sur le réseau de Mwendo en aval de Miti, les travaux peuvent continuer... Il y a une réunion avec l'Archevêque et les autres acteurs	Accompli
Mesurer exactement le débit de l'eau qui rentre dans les conduites de MITI en assurant la pose d'un compteur à la citerne de 30mètres cubes.	BISIMWA GANYWA Etienne	31/12/2020	Lever les contraintes avec la société civile et assurer le dialogue	Annulé

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Dédoublage des réseaux suite à l'intervention d'autres acteurs.	01/11/2019	DEV	Faible	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression		Statut
Prise de contact avec Mercy Corps - Congo Maji pour voir ensemble les possibles synergies sur terrain	BISIMWA GANYWA Etienne	30/12/2020	Le risque est maintenant réel et donc basculé dans la catégorie problème.		Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Ralentissement au niveau mondial lié au COVID 19 pose des problèmes opérationnels d'une grande gravité les entreprises n'a pas accès à la banque pour la caution bancaire, les agents ne savent pas	01/03/2020	OPS	Nul	Moyen	Nul

atteindre leurs postes à cause des restrictions de voyages à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les plannings sont difficiles à appliquer car l'importation des matériels n'est pas assurée					
---	--	--	--	--	--

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Un suivi et gestion très rapprochés des entreprises, une politique de suivi rapproché, un planning réaliste. Identifier toutes les difficultés et prendre des mesures qui s'imposent en amont.	PROD'HOMME Jean	N /A	Le risque est maintenant un problème et les discussions sont menées et les soutiens enclenchés.	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Constituer l'ASUREP de MITI -MWENDO - MUDAKA avec toutes les parties prenantes	01/11/2020	DEV	Faible	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Mener toutes les sensibilisations pour la constitution et l'accompagnement des ASUREP durant 12 mois après la réception des travaux.	BISIMWA GANYWA Etienne	31/03/2021	Le risque est devenu un réel problème et repris dans la partie problème. Un DTF additionnel est soumis au copil pour une prolongation de 1-8 mois jusqu'en Juillet 2022	Accompli	

Gestion des problèmes

Identification des problèmes				Analyse de la question
Description du problème			Période d'identification	Catégorie de question
Les parcelles ou terrains sur lesquels devront être érigés les ouvrages ne sont pas rendus disponibles à temps			15/10/2018	DEV
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Sensibiliser les autorités provinciales, urbaines et locales, ainsi que les bénéficiaires à travers des contacts directs et réguliers	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020	A l'issue de l'Atelier des parties prenantes sur la DSPE la partie étatique a compris son rôle. Les ministères concernés sont avertis. Des solutions pour l'ensemble d'ASUREP sont envisagées. La problématique reste cependant toujours ouverte et les solutions souvent à trouver localement	Accompli

Identification des problèmes				Analyse de la question
Description du problème			Période d'identification	Catégorie de question
Les ASUREP " rentables " sont convoitées par des autorités locales (cas actuel de Cishadu moins de Lujambo non rentable !)			14/11/2018	DEV
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut

Demander une intervention des autorités provinciales pour régler ces questions Faire connaître l'importance des ASUREP dans le cadre de la nouvelle loi sur l'eau. Développer une relation de transparence entre l'ASUREP de Cishadu et les autorités.	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	La résolution des questions de Lujambo est faite. Il y a une AG électorale qui est projetée. Il y a de plus en plus un rapprochement entre le CA de Cishadu avec son Maître d'ouvrage. Un rapportage s'est mis en place.	Accompli
---	---------------------------------	------------	--	----------

Identification des problèmes				Analyse de la question	
Description du problème		Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Risque de devoir recourir aux entreprises locales (coûts surestimés, manque de compétences des entreprises...)		04/11/2018	OPS	Nul	
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Assurer un DAO sans saucissonnage, regroupant tous les travaux	PROD'HOMME Jean	15/10/2019	DAO a été rédigé et offres nationales	Accompli	

Identification des problèmes				Analyse de la question	
Description du problème		Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Implication faible des autorités locales et provinciales.		01/10/2018	REP	Moyen	
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	

Négociation, plaidoyer pour une plus grande implication des autorités provinciales et locales. Plus ces autorités sont impliquées, plus elles portent le projet.	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	Les 2 ministères s'impliquent par le biais de la Division Provinciale de l'Energie et ressources Hydrauliques et de l'Inspection Provinciale de Développement Rural. Il est question maintenant de consolider cette implication des autorités de proximité comme les chefs de Chefferie et les autorités provinciales. Le ministère de l'intérieur s'implique aussi plus pour des questions de résolution des conflits.	Accompli
--	---------------------------------	------------	---	----------

Identification des problèmes				Analyse de la question	
Description du problème			Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Difficulté pour trouver des ressources humaines nationales			03/09/2018	OPS	Faible
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression		Statut
Flexibilité sur les mécanismes de recrutement (profil orienté sur des compétences acquises par expérience) Appui de la coordination nationale, permettant la continuité en cas d'absence du chef de projet	PROD'HOMME Jean	30/06/2019	Le chef de projet Albert KASIKINGI a été recruté et son contrat a pris fin le 13 février 2019. En mai 2019, il a été remplacé par Etienne BISIMWA		Accompli
Présence d'un nouveau chef de projet	BISIMWA GANYWA Etienne	25/01/2021	Le chef de projet accompagne chaque membre de l'équipe dans ses actions et la compréhension de son travail. Au courant avril 2021 le projet a encore changé de chef de projet suite au décès d'Etienne BISIMWA		Annulé
Présence d'un nouveau chef de projet	KAYEYE RIZIKI Emmanuel	16/12/2021	Le chef de projet accompagne chaque membre de l'équipe dans ses actions et la compréhension de son travail		Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
L'offre de service (distribution à la BF, horaire d'ouverture, mode de paiement, gestion communautaire...) ne répond pas à la demande des usagers	31/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Accompagnement et renforcement des ASUREP dans la gestion	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2021	Diverses formations sont effectuées, coaching	Accompli
Renforcement des particularités des milieux ruraux	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020	Même si la progression avait été bonne, les approches que porte l'équipe Enabel doivent encore se confirmer sur terrain. Un nombre de contrats solidarité par Borne Fontaine ont déjà été signés à Nduba et à Lujambo.	Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question	
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
La qualité des infrastructures réalisées est mauvaise	01/12/2018	DEV	Faible	
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut

Rigueur dans le suivi et contrôle de travaux par un bureau d'étude « mission de contrôle », + l'équipe du Projet.	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	15/07/2020	Le marché de surveillance des travaux a bien été attribué et en cours d'exécution	Accompli
--	--	------------	---	----------

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
La maintenance des installations n'est pas assurée après la mise en service ; Manque de temps pour accompagner les ASUREP.	10/09/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
La durée de l'accompagnement des ASUREP fixée à deux années après la mise en service d'un réseau est absolument nécessaire. Mise en place du mécanisme de stratégie de sortie de l'appui. Bien suivre le budget pour prévoir de couvrir la fin du projet. Une demande de rallonge budgétaire et de la CS est engagée	PROD'HOMME Jean	16/12/2021	L'accompagnement est continu. L'expérience montre que sans accompagnement prolongé la capacité de gestion de l'ASUREP n'est pas assurée, trop de prédation, de faiblesse et manque de savoir-faire. Le grand réseau de Mwendo demande une prolongation de la durée d'exécution. La demande a été déposée est l'on attend le retour. Une rallonge a été acceptée sans modification de la durée	Accompli
Formation aux interventions techniques sur le réseau	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	22/12/2020	Une première formation de maintenance des réseaux a eu lieu avec les plombiers en Q4 2019. En plus les travaux de remise en état des réseaux sont faits avec les plombiers locaux. Ces expériences renforcent leurs capacités. Une deuxième formation est prévue en Q2 2020.	Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Les utilisateurs refusent de payer pour l'eau en milieu rural (Lujambo, Nduba, Idjwi) et semi-urbain (Mwendo Mudaka, Cishadu). Lujambo et Nduba les usagers contribuent timidement par un forfait mensuel fixé par l'AG de l'ASUREP. A Cishadu les usagers payent à la prise. Le réseau semble aller de l'avant.	11/10/2018	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Sensibilisation des usagers, médiation et implication des autorités. Privilégier les systèmes gravitaires simples et robustes	BAHATI BIRINDWA Jules	30/06/2020		Accompli
Conception, mise en place et signature des contrats de groupes autour des Bornes Fontaines	BAHATI BIRINDWA Jules	31/03/2021	A Lujambo quelques contrats ont été signés et Nduba, tous les contrats ont été signés	Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question	
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Les écoles, les centres de santé, les établissements publics ou les usagers possédant un branchement privé refusent de payer pour le service de l'eau	04/10/2018	DEV	Moyen	
Atténuation de l'émission		Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Activités de sensibilisation, contractualisation avec cautionnement, imposer le paiement et procéder à la coupure si nécessaire	BAHATI BIRINDWA	30/06/2020	Les contrats sont signés à Cishadu, Lujambo et Nduba. et à Idjwi. A Cishadu, les paiements sont effectifs et timides dans les autres ASUREP	Accompli

	Jules			
Commande et mise en place des compteurs.	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/03/2021	Les compteurs ont été commandés, livrés et distribués. Le placement est en cours et les Branchement Privés pourront payer au m3. Les privés de Lujambo doivent aussi signer	Accompli

Identification des problèmes				Analyse de la question	
Description du problème		Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Risque de voir des clivages politiques ou ethniques interférer dans la gestion communautaire		05/10/2018	DEV	Moyen	
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	
Susciter des médiations	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2020		Accompli	

Identification des problèmes				Analyse de la question	
Description du problème		Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Une forte pression sur la ressource en eau est exercée et/ou la ressource en eau est insuffisante		03/09/2018	DEV	Moyen	

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut	

Rechercher des ressources en eau complémentaires,	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/06/2020	La consolidation de la source de Nduba a été faite. Cishadu est toujours en recherche de nouvelles sources et d'appui de l'ETD pour valider la possibilité d'exploiter la ressource. De manière générale, l'ETD ne fait aucune intervention et l'état de droit n'est pas respecté. Seuls les pourparlers entre riverains et souvent l'achat permet de résoudre le problème.	Accompli
---	---------------------------------	------------	---	----------

Identification des problèmes				Analyse de la question
Description du problème		Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Fragilité des structures locales de gestion des points d'eau par rapport à l'appréciation initiale		05/09/2018	OPS	Moyen
Atténuation de l'émission		Suivi de l'émission		
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Renforcer les capacités des structures de gestion d'eau comme ASSUREP par des prestataires de services professionnels	BAHATI BIRINDWA Jules	22/12/2021	L'ASUREP Cishadu se professionnalise de plus en plus. C'est un exemple...mais les autres ASUREP souffrent d'un mode de vie en zone rurale, sur des habitats très dispersés, rendant non compatible la gestion sur le principe ASUREP, unité de gestion et vente au bidon. Le contrat solidarité par BF semble être adaptée mais nécessite une consolidation.	Accompli

Identification des problèmes				Analyse de la question
Description du problème		Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Mesurer exactement le débit de l'eau qui rentre dans les conduites qui amènent l'eau dans le réseau de Mwendo et faire un partage de débit entre Miti et Mwendo à la citerne de 30mètres cubes.		15/06/2019	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Remettre en état initial le réseau de Mwendo et créer une ASUREP à Miti	KYALUMBA MUNIMBA Jean-Pierre	30/03/2020	Un travail est effectué pour assurer de manière temporaire le fonctionnement des quelques BF l'eau est déjà à la borne Numéro 4 au niveau du bureau de l'ASUREP de Mwendo. Pour l'ASUREP de Miti, Une Assemblée Générale électorale a eu lieu et une ASUREP fonctionne à Miti.	Accompli
Organisation d'une table ronde pour partager le débit entre les réseaux de Mwendo et Miti et résoudre les conflits qui seraient liés à l'eau	BISIMWA GANYWA Etienne	31/10/2020	Des réunions ont eu lieu avec divers acteurs, Église, Société Civile, groupements, CLD et autres. Sur le réseau de Mwendo en aval de Miti, les travaux peuvent continuer... Il y a une réunion avec l'Archevêque et les autres acteurs.	Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question	
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Dédoublement des réseaux via intervention d'autres acteurs, Cas Cishadu Mercy Corps.	01/11/2019	DEV	Moyen	
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Prise de contact avec Mercy Corps - Congo Maji pour voir ensemble les possibles synergies sur terrain	BISIMWA GANYWA Etienne	31/12/2020	++ visites de Congo Maji a eu lieu au terrain et le chef de projet Enabel a visité Mercy Corps et Congo Maji à Goma. Un échange des documents a eu lieu. Une visite a été aussi faite à la Regideso pour comprendre les enjeux en place. Mercy corps a été avec l'ADUREP sur terrain et les bornes construites sont 3 sur 9 qui seraient pour faire partie du réseau de Cishadu. Les négociations continuent et ont permis d'éviter les juxtapositions	Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Ralentissement au niveau mondial lié au COVID 19 pose des problèmes opérationnels d'une grande gravité les entreprises n'a pas accès à la banque pour la caution bancaire, les agents ne savent pas atteindre leurs postes à cause des restrictions de voyages à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les plannings sont difficiles à appliquer car l'importation des matériels n'est pas assurée. L'éruption du volcan à Goma qui a contraint la fermeture des aéroports et entraîné un retard de livraison	01/03/2020	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Un suivi et gestion très rapprochés des entreprises, une politique de faire ce qui est possible, un planning réaliste et une adaptation des jalons. Documenter toutes les difficultés et prendre des mesures qui s'imposent en amont.	PROD'HOMM E Jean	N/A	Les nombres de maladies par pays sont à la hausse et il est difficile de dire quand cette crise pourra arriver à terme. La courbe de la crise est ascendante	Accompli

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Ralentissement au niveau mondial lié au COVID 19 pose des problèmes opérationnels d'une grande gravité les entreprises n'a pas accès à la banque pour la caution bancaire, les agents ne savent pas atteindre leurs postes à cause des restrictions de voyages à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les plannings sont difficiles à appliquer car l'importation des matériels n'est pas assurée	01/03/2020	OPS	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Un suivi et gestion très rapprochés des entreprises, une politique de suivi rapproché, un planning réaliste. Identifier toutes les difficultés et prendre des mesures qui s'imposent en amont.	PROD'HOMME. Jean	N/A	Les discussions sont menées et les soutiens enclenchés.	Accompli

Identification des problèmes				Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	
Constituer l'ASUREP de MITI -MWENDO - MUDAKA avec toutes les parties prenantes	09/11/2020	DEV	Moyen	
Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Mener toutes les sensibilisations pour la constitution et l'accompagnement des ASUREP durant 12 mois après la réception des travaux.	BISIMWA GANYWA Etienne	31/03/2021	<p>Un DTF additionnel est soumis au copil puis DGD pour une prolongation de 8 mois jusqu'en Juillet 2022.</p> <p>Finally la proposition a été rejeté et donc le projet n'a pas de prolongation au-delà du 15 déc. 2021.</p> <p>L'accompagnement sur le réseau Mwendo/mudaka/Miti restera trop court pour garantir succès</p>	Accompli

10.5 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre	Date
<p>Décisions entérinées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le ROI - La proposition de non recrutement d'un Assistant Technique International (ATI) Pour le Maniema et à défaut de pouvoir un Assistant Technique National (ATN), proposé Antoine MESU (l'actuel Coordonnateur Adjoint) - Le recrutement d'un Chef de projet ATN permanent pour le Sud Kivu, - L'ouverture de trois postes à caractère transversal, donc partagé par chacun des 3 projets : <ul style="list-style-type: none"> (i) un Ingénieur géomètre topographe basé à Kindu (40 mois), (ii) un Expert en SIG (Système Information Géographique) basé à Kinshasa (iii) un Responsable en Communication, qui développera avec les projets les aspects de capitalisation, également basé à Kinshasa itinérant pour les 3 provinces (36 mois). <ul style="list-style-type: none"> - Le futur probable organigramme et le déploiement des équipes planifié pour Juin 2018. - La clé de répartition des dépenses liées aux charges de la Coordination du Programme. Le principe de répartition des dépenses de la Coordination repose sur un pourcentage sur chacun des budgets des projets. La clé de répartition permet des ajustements entre projet, d'équilibrer les budgets sans devoir effectuer de modification budgétaire ou revalorisation budgétaire. La répartition a été mentionnée comme étant respectivement Kasai/Maniema/Sud Kivu de 40/50/10 et prévisionnellement sur les 12 derniers mois (hors ProgEau Sud Kivu) de 30/70 (Kasai/Maniema). - L'information a été donnée concernant le véhicule Toyota Land Cruiser HZJ79, 4 x 4, Pick up double cabine cédée par le Projet FAMIKILO aux FARDC, lesquelles le cède en prêt PROGEAU Maniema, notamment en raison de sa contribution à la fourniture de l'eau potable à Lokando. Le PROGEAU est appelé à retourner ledit véhicule aux FARDC Génie Militaire au moment de la clôture de ses activités. 	13/12/2017

Décision à prendre	Date
<p>Décision</p> <ul style="list-style-type: none"> - Validation de l'étude Baseline après remise des éléments complémentaire en date 12 déc. 2018 « Déclarons constater ce jour que les documents susmentionnés ont été transmis et acceptés en totalité conformément aux recommandations formulées par les membres du COPIL » <p>Les recommandations suivantes ont été formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Que les provinces mettent à disposition et sécurisent les espaces/terrains pour l'implémentation des réseaux (sources, ouvrages, tracés de conduites, ...) dans les 3 sites - Que le Progeau Mjm notamment sur les aspects sécuritaires, comme de potentielles synergies avec les autres projets du Kasai, s'intègre profitablement à la coordination Enabel Kasai Oriental (projets EDUKOR, PRODAKOR & PRODEKOR) ; - Que les Progeau, assurent les synergies possibles avec les ressources internes d'Enabel en RDC, notamment avec la composante Gouvernance développée par l'Expert Sectoriel Institutionnel (renforcement des capacités des ASUREP) et la composante Infrastructures (assurance qualité des ouvrages) ; • Que les composants du programme qui font appel à des changements de comportement (concept d'appropriation, hygiène, paiements des services, etc.), puisse s'appuyer sur le Junior Enabel qui sera déployé prochainement afin d'appuyer la stratégie de communication pour le développement (C4D) ; 	05/12/2018

<ul style="list-style-type: none"> • Afin d'éviter une faible circulation d'informations entre les délégués des Ministères ici présents et leurs Ministères provinciaux, il a recommandé aux membres puissent s'assurer une fois rentrés, d'organiser des séances de restitution sur le COPIL et de transmettre, communiquer ces informations à leur hiérarchie et enfin en cas de changement de personne au niveau de la tutelle, d'informer Enabel/Programme Eau. • Nécessité d'obtenir du pouvoir public un cadre réglementaire pour la Délégation du Service Public de l'Eau (DSPE), qui statue sur les droits et devoirs de chaque partie : Entités Décentralisées (ETD) et ASUREP ; clarifier les mesures d'application de la Loi sur l'Eau ; 	
---	--

Décision à prendre	Date
<p>Décisions</p> <p>Le COPIL a entériné l'avenant au DTF avec les rallonges budgétaires et les planifications comme présentées avec les durées proposées incluant la prolongation des contrats des équipes, conformément aux planifications financières en annexe.</p> <p>Les recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le site internet du Ministère de Développement Rural sera bientôt opérationnel et le Secrétaire Général invite le Programme Eau à poster toutes publications qu'il aura à communiquer dans le cadre de son programme ; • Assurer toutes les démarches pour lever définitivement toutes les contraintes de terrain avant exécution des travaux au Maniema et rapporter le cas échéant au COPIL la problématique. 	27/11/2019

Décision à prendre	Date
<p>Décisions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dates de fin de contrats des équipes sont validées - Le changement budgétaire proposé a été validé avec notamment l'affectation de la réserve budgétaire au Sud-Kivu de 22 750 € prévu pour 68 % soit 15 500 € sur la ligne A (activités) et 32 % 7250 € sur la ligne Z - Le calendrier de clôture proposé est validé, - La liste des activités en cours se terminant au plus tard en octobre 2021 est acceptée - La provision pour un montant de 30 000 € pour l'évaluation finale au Sud-Kivu a été entérinée - Le bilan financier provisoire du PROGEAU Sud Kivu est validé - L'inventaire des immobilisés et leur affectation sont validés, les biens de PROGEAU Sud Kivu ont été affectés équitablement entre Inspection Provinciale de Développement Rural et la Division Provinciale des Ressources Hydrauliques & Electricité selon le calendrier de la clôture du projet, sauf s'il y a une prolongation du projet ou un nouveau projet Enabel (cf. annexe 7). Le COPIL a entériné la demande d'une prolongation de la CS de PROGEAU Sud Kivu pour 12 mois pour un budget additionnel de 185 000 Euros qui doit être faite à la partie Belge pour analyse et approbation 	02/12/2020

Décision à prendre	Date
<p>Décisions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mission sera à programmer afin de discuter des orientations de la politique de coopération de développement belge suite à la décision d'étendre le nouveau programme au SUD- KIVU. - Sur les 2 véhicules à affecter à la clôture de l'intervention SUD- KIVU, le véhicule Pick up sera affecté au Ministère du Développement Rural, le second véhicule sera conservé pour les besoins de suivi et si projets futurs Enabel dans la province, il sera affecté au nouveau projet. <p>Décision validée par tous les participants, y compris les Représentants de l'AMBABEL et du Ministère congolais des Affaires Etrangères, invités pour à ce COPIL de clôture du ProgEau SUD- KIVU.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le véhicule du MANIEMA, il sera alloué au Ministère de Développement Rural - Dans la perspective du démarrage de nouveaux projets à l'horizon 2023 Enabel, les équipements véhicules, tout comme le GPS différentiel et le plotter sont prévus d'être réalloués sur les futurs projets, cas du dans le cas du Kasai-Oriental et Coordination Kinshasa. Néanmoins les administrations prévues initialement dans les annexes restent les bénéficiaires finaux de ces équipements et pourront les réceptionner après utilisation. Le président du COPIL demande à ce qu'on mentionne les éléments à réallouer dans un PV spécifique et que la budgétisation des nouveaux projets en tienne compte. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le président du COPIL demande au Coordinateur de rédiger une information formelle afin que le Ministère du Développement Rural puisse investiguer et participer à la résolution du conflit entre la FOMI (Fondation MIBA) et l'ASUREP R11 pour ce qui est des tuyauteries laissées par l'ancien projet Water Facility et dont le projet actuel vise à utiliser pour les mesures correctrices suite à l'échec des forages de la précédente campagne. - La responsable communication du projet va transmettre tous les supports de communication tels que vidéos et dépliants relatifs aux activités des projets et de leur état d'avancement au Ministère du Développement Rural. 	<p>20/10/2021</p>

10.6 Ressources en termes de communication

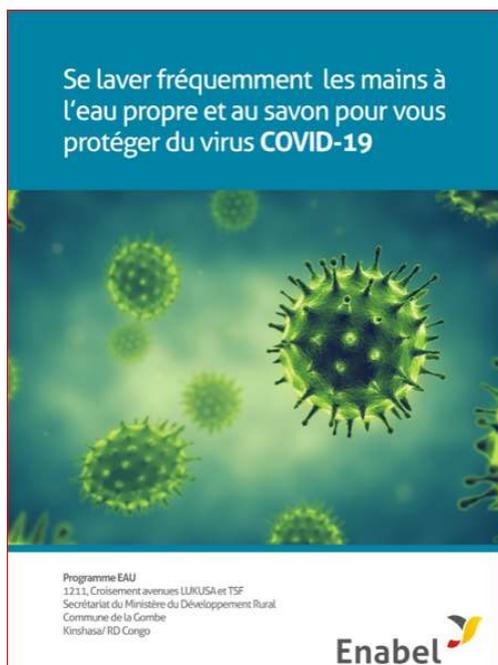
- Diffusion de messages, reportages sur les réseaux sociaux Enabel ; Facebook, YouTube et Twitter
- Rédaction de 3 notes de capitalisation
- Une communication a été basée sur les messages de sensibilisation à l'hygiène afin de prévenir la propagation du Covid-19. Ces affiches ont été placardées dans diverses lieux d'affluences et dans les bureaux des autorités partenaires, bureaux ASUREP, dispensaires : Affiches Covid-19
- D'autres affiches concernant : Paiement mobile, lavage des mains déclinées en langues locales Plusieurs activités ou évènements particuliers ont été publiés sur les réseaux sociaux d'Enabel RDC notamment des visuels accompagnants l'activité paiement mobile
- Plan de communication (C4D) vis-à-vis des acteurs autour des changements sociaux et environnementaux : Comme assurer dialogue et l'échange pour augmenter l'impact de nos actions ; Boites à image sous forme de BD
- 3 Articles pour le « Open Enabel »
- Un dépliant par réseau sur les travaux réalisés



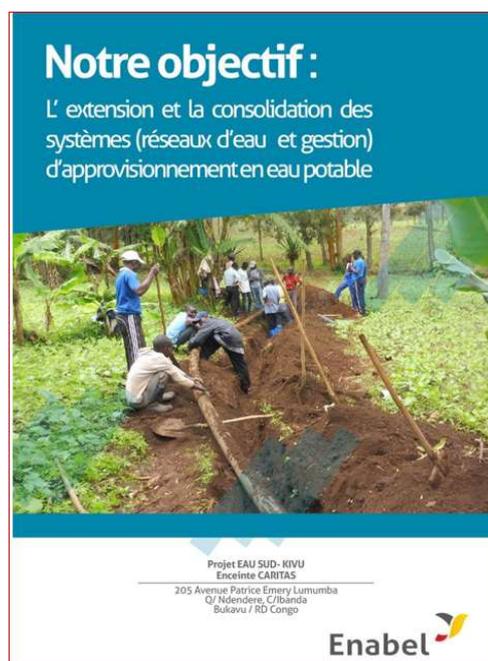
Twitter Enabel. COPIL clôture. Sud- Kivu



Rédaction d'une note de capitalisation



Affiche sur le COVID- 19



Affiche sur les travaux réalisés



Rôles et responsabilités spécifiques du PCA

- Le PCA de l'ASUREP est l'animateur principal du Conseil d'administration, il prépare et préside les réunions du CA,
- Proposer la convocation des réunions de l'Assemblée générale ordinaire en concertation avec les membres de son bureau.
- Veiller à la bonne marche du réseau
- Faire rapport à l'Assemblée Générale sur l'évolution des activités de l'Association
- Représenter l'association en toute circonstance vis-à-vis de tiers
- Veiller à l'application des décisions de l'Assemblée Générale de l'ASUREP
- Représenter l'ASUREP auprès des tiers et des services étatiques
- Superviser le recrutement des membres de l'Unité de gestion de l'ASUREP
- Rendre compte à l'Assemblée Générale de l'ASUREP
- Veiller à l'application des mesures relatives au service public de l'eau

Affiche sur les rôles et responsabilités du PCA

Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : Aucun, NA		
Personnel d'appui, recruté localement par ENABEL :		
Alfred KAKISINGI/ Chef de projet	H	01/09/2018- 18/02/2019
Etienne BISIMWA/ Chef de projet	H	27/ 05/2019- 27/01/2021
Emmanuel KAYEYE/ Chef de projet	H	01/05/2021- 15/12/2021
J- P KYALUMBA/ Ingénieur hydraulique	H	10/09/2018- 31/10/2021
Jules BAHATI/ Ingénierie sociale	H	01/10/2018- 31/10/2021
Thierry MPENDJA/ Comptable vérificateur	H	01/08/2018- 26/02/2021
Léonie MPANDE / Secrétaire caissière	F	01/10/2018- 31/01/2019
Ordine CIALA/ Secrétaire caissière	F	15/03/2019- 31/10/2021
Jacques KANOZIRE/ Logisticien	H	10/09/2018- 31/10/2021
Chinois AMANI/ Chauffeur	H	15/07/2019- 25/06/2021
Antoine MABIMBI/ Chauffeur	H	15/07/2021- 31/10/2021
François CHIZA/ Chauffeur	H	10/09/2018- 31/10/2021
Personnel d'appui, recruté localement par ENABEL : Cellule de Coordination Kinshasa		
Timothée MIALA/ Expert SIG	H	01/09/2018- 30/11/2022
Emmanuel BUNKETE/ Contrôleur de Gestion	H	05/12/2018- 15/12/2022
Désiré BATUBENGA/ Chauffeur Logisticien	H	03/08/2017- 31/10/2022
Clémentine LUKUNKU/ Communication	F	15/04/2019- 30/11/2022
Fifi ESALO/ Secrétaire caissière	F	07/10/2019- 20/06/2022
ANTOINE MESU/ Coordinateur adjoint	H	01/07/2022- 15/12/2022
Personnel international (hors ENABEL) : N/A		
Experts internationaux (ENABEL) : Cellule Coordination Kinshasa		
Fabian PROD'HOMME/ Coordinateur	H	01/09/2017- 15/12/2022

10.7 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché (lot)	Etat	Type de marché	Mode de passation	Date de réception des offres	Date de notification / information	Date de signature du contrat	Fonctionnaire dirigeant / chargé du suivi	Adjudicataire	Montant attribué	Montant avenant	Montant final du marché	Remarques
RDC1620111-01	Etude d'une étude Baseline	Cloturé	Services	Procédure négociée concurrentielle	24/11/2017	14/12/2017	19/01/2018	Fabian Prodhomme	Regroupement VSI Afrique - Antea Group	45 785,30 €	- €	45785,3	Marché à regroupement avec RDC1620211 et RDC1418811 repartit comme suit pour le budget: 30% sur RDC1418811; 35% sur RDC1620111 et 35% RDC1620211
RDC1620111-02	Fourniture de deux véhicules 4x4 Pick up Heavy duty double cabine HZJ79	Annulé	Fournitures	Procédure négociée sans publicité						- €	- €		repris par contrat cadre
RDC1620111-03	Etude en charge de la production de l'APS/APD/Dossier d'exécution/DAO pour la construction d'ouvrages hydrauliques fournitures associées pour les PROGEAU Maniema / Sud Kivu	Cloturé	Services	Procédure négociée concurrentielle	2/05/2018	5/06/2018	22/06/2018	Fabian Prodhomme	VSI-Afrique	30 520,00 €	28 240,00 €	115440€ dont 58760€ pour Kivu	Le budget concerne 2 projets PROGEAU Maniema RDC1418811/A_01_07 et Sud Kivu RDC 1620111-03, repartit maniema (65 %), S.kivu (35 %), soit 87200€ et totalité avenant pour Kivu
RDC1620111-04	Services de gardiennage et surveillance des bureaux du PROGEAU à Kindu, Bukavu et Mbuji-Mayi	Cloturé	Services	Procédure négociée concurrentielle	16/07/2018	5/10/2018	10/10/2018	Fabian Prodhomme	Delta protection	20 088,00 €	10 881,00 €	30 969,00 €	Marché lancé en commun avec le PROGEAU Maniema et le PROGEAU Mbuji-Mayi, repris sur 37 mois dont 13 mois avenant
RDC1620111-05	Fourniture d'une connexion internet pour les bureaux du PROGEAU à Kindu, Sud Kivu et Mbuji-Mayi	Annulé	Services	Procédure négociée concurrentielle	14/08/2018			Etienne Bismiwa	-	3 816,00 €	- €	3 816,00 €	Marché qui relie 3 projets : PROGEAU KinduRDC1418811-07, PROGEAU Bukavu RDC1620111-05 et PROGEAU Mbuji-Mayi RDC1620211-05
RDC1620111-06	Réhabilitation des réseaux de Lujambo et Nduba (Tranche ferme), Cishadu - Buhozi (Tranche conditionnelle)	Réception définitive	Travaux	Appel d'offres ouvert local (AOOL)	21/10/2019	20/02/2020	20/03/2020	Fabian Prodhomme	Corereba	110 103,00 €	10 980,42 €	121 083,42 €	
RDC1620111-06	Réhabilitation du réseau de Mwendo - Mudaka (Tranche ferme)	Réception définitive	Travaux	Appel d'offres ouvert local (AOOL)	21/10/2019	20/02/2020	22/03/2020	Fabian Prodhomme	Dematco	358 173,00 €	58 355,26 €	416 528,26 €	
RDC1620111-07	Marché de services relatif au contrôle et à la surveillance des travaux des réseaux d'eau potables des provinces du Maniema et du Sud Kivu, RD Congo.	Cloturé	Services	Procédure négociée concurrentielle	24/03/2020	11/05/2020	20/05/2020	Fabian Prodhomme	Gauff	50 000,00 €	- €	50 000,00 €	

10.8 Subsidés

Un seul subsidé avec Caritas Sud Kivu

Montant de 79 995 € signé le 12 mars 2020 pour 12 mois.

Deux avenants ont été signés le 08 mars et 24 mai pour une extension de la durée, respectivement 60 jours et 30 jours.

Le rapport final a été remis septembre 2021

10.9 Accords spécifiques de coopération

Aucun accord spécifique de coopération n'a été signé

10.10 Équipements

Type d'équipement du Projet	Coût USD/EUR
	Réel
COFFRE FORT	\$350,00
FONTAINE D'EAU	\$190,00
EXTINCTEUR 9KG	\$60,00
CAFETIERE A BOUILLLOIRE	\$15,00
KIT COMPLET SEAU SANITAIRE	\$20,00
TABLEAU BLANC	\$70,00
CHEVALET	\$85,00
6 RALLONGE ELECTRIQUE	\$108,00
PIED A COULISSE METAL	\$20,00
CHARGEUR DE 2PILES RECHARGEABLES	\$22,00
CYCLOMETRE	\$130,00
CHARGEUR DE 4PILES RECHARGEABLES	\$25,00
RALLONGE ELECTRIQUE	\$20,00
3 CASQUE MOTO	\$525,00
CAFETIERE A BOUILLLOIRE	\$25,00
2 CASQUE MOTO	\$100,00
BAFFLE RECHARGEABLE DE SONORISATION + 1 MICRO	\$250,00
WATER PROOF TESTER	\$250,30
FONTAINE D'EAU	\$190,00
KIT COMPLET SEAU SANITAIRE	\$30,00
RALLONGE ELECTRIQUE	\$15,00
THERMOMETRE LASER	\$100,00
2 CONE ABRAMS+ACCESSOIRES	\$5 484,00
Table bureau Semi-arc	\$350,00
6 Tables bureau	\$1 380,00
Table ronde	\$310,00
6 Tables simple	\$1 560,00
2 Armoire bureau	\$260,00

Type d'équipement du Projet	Coût USD/EUR
	Réel
6 Etagères	\$1 560,00
6 Chaises roulante	\$1 200,00
30 Chaises visiteur	\$1 950,00
Chaise roulante	\$190,00
20 Chaises cannette simple en bois	\$260,00
4 Bancs en bois	\$100,00
Table de bureau en bois	\$60,00
2 Table de réunion en bois	\$80,00
Etagère en bois	\$60,00
8 Chaises cannette simple en bois	\$120,00
Table de bureau en bois	\$110,00
2 Table de réunion en bois	\$260,00
Etagère en bois	\$115,00
6 Ordinateur portable HP450G4LICFRN	7 653,96€
IMPRIMANTE HP COLOR LASER PRO MFP M281fdw	3 123,25 €
APPAREIL PHOTO PANASONIC LUMIX	210,13 €
MODEM Mobily	\$90,00
MODEM Orange	\$60,00
MODEM Mobily	\$35,00
MODEM HUAWEI	\$35,00
3 MODEM Mobily	\$105,00
GPS GARMIN MONTANA 680	431,23 €
GPS GARMIN ETREX 30	197,99 €
DISQUE DUR EXTERNE DE 1 TERRA	\$100,00
ONDULAIRE UPS 1250VA	\$120,00
RETROPROJECTEUR SONY VPL D221	\$600,00
Ordinateur portable HP450G4LICFRN	1 319,14€
SCANNEUR CANON LISE 300	\$120,00
ROUTEUR FLY BOX 4G INTERNET ORANGE	\$80,00
ORDINATEUR PORTABLE HP PROBOOK 450G6 INTEL CORE i5,	\$1 150,00
ECRAN PHILIPS 23.8" POUR ORDINATEUR HP (2 pces)	\$88,92
ORDINATEUR PORTABLE HP 250G7	\$300,00
2 ORDINATEUR PORTABLE HP 250G7	\$1 000,00
ORDINATEUR PORTABLE HP450Gb	1 073,60€
2 ORDINATEUR PORTABLE HP 250G	\$500,00
THURAYA XT PRO	\$980,00
LAND-CRUISER TOYOTA JEEP 003 IT 080	30 038,37 €
LAND CRUISER TOYOTA DOUBLE CABINE 003 IT 127	29 473,43 €
MOTO YAMAHA XTZ 003 IT 176	\$1 450,00
MOTO YAMAHA XTZ 003 IT 177	\$1 450,00

10.11 Mosaïque de photos du Projet EAU SUD- KIVU

